

SPECIAL - 1^{er} MAI : 16 pages

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 146. — 27 AVRIL 1963

SALAIRES
DU
SECTEUR
PUBLIC

LE RENDEZ-VOUS DE SEPTEMBRE

débouchera sur la bataille des 7%

1.500 ouvriers bretons
ont marché sur Hennebont

Les travailleurs doivent donc s'attendre
à une lutte intense pour obtenir satisfaction



(Agip.)

**Le rire jaune de
de Gaulle face aux
maires P. S. U. des
Ardennes**

(page 3)

Les 1.500 ouvriers des Forges d'Hennebont ont débrayé récemment et, après s'être réunis sur la place de Lochrist, à Lorient, ils ont marché sur la ville d'Hennebont où ils ont barré le pont Jehanne-La-Flamme et interrompu la circulation sur la Nationale 165. Là, les leaders syndicaux ont rappelé les revendications essentielles des ouvriers des Forges : sécurité de l'emploi — que l'accord passé il y a six mois entre l'entreprise et la firme allemande Giebel ne garantit pas — et augmentation des salaires. Voici les ouvriers sur le pont Jehanne-La-Flamme, écoutant un délégué syndical.

Mais le gouvernement soucieux de masquer l'écart entre le "privé" et le "public" censure les statistiques et préfère consacrer des crédits à la force de frappe

(Lire pages 4 et 5.)

**FINISTÈRE :
Sauver
50% de la
récolte**

(Page 6)

**Guy DESSON
et le chambellan**

Nous recevons de notre ami Guy Desson la lettre qu'il a fait parvenir au préfet des Ardennes à l'occasion du voyage de de Gaulle.

Monsieur le Préfet,

J'ai bien reçu l'invitation qui me convie à la « cérémonie de présentation de MM. les Conseillers généraux » à l'occasion du passage du Président de la République dans le département.

Je n'assisterai pas à cette « cérémonie » et vous prie personnellement de m'en excuser.

En effet, la brièveté du temps que l'horaire impartit à cette entrevue exclut toute possibilité d'un travail d'information sérieux, dont la nécessité n'est plus à démontrer après les dernières réunions de l'assemblée départementale et celles des différents organismes économiques du département.

Dans ces conditions, il ne peut être question de la mission dont j'ai été chargé par les électeurs du canton de Grandpré, mais bien plutôt d'une cérémonie d'allégeance envers un suzerain.

Est-il besoin de dire que je ne me considère pas du tout comme le vassal du chef d'un parti politique provisoirement majoritaire, même s'il annexe tout l'appareil de l'Etat pour servir la propagande de ses commis.

Mais demeurant volontairement sur le plan de notre département, je n'entends pas me solidariser avec des fastes onéreux et le déploiement inattendu de forces policières que nous vaut ce voyage.

J'ai en effet suivi le président Vincent Auriol à Sedan, et je peux mesurer toute la différence...

A vrai dire, je pense qu'il y a quelque insolence à étaler ces préparatifs dans un département dont les finances propres sont sollicitées, entre autres, pour avancer sans intérêt les centaines de millions nécessaires à la reconstruction de nos ponts, à la modernisation de notre réseau téléphonique et à la prise en charge de nos enfants handicapés.

Le retard catastrophique de notre construction et la ridicule insuffisance des investissements qui nous sont consacrés suffiraient d'ailleurs à montrer le peu de cas que l'on fait en haut lieu de l'avenir des Ardennes et des vœux de notre assemblée départementale.

Ces grands problèmes, je ne pense pas qu'ils puissent être résolus en un quart d'heure, et je ne vois pas en quoi ma présence conférerait quelque efficacité à la remise d'un placet au chambellan de service.

Telles sont, Monsieur le Préfet, quelques-unes des raisons qui me font décliner cette invitation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Un oubli

Le numéro 144 du 13 avril 1963 de T.S. contient un article qui, sur la double page centrale, se propose de donner au lecteur « une idée générale du tourisme organisé en ce début d'été 1963 ».

Je regrette que cet article ait oublié de mentionner le Centre Laïque de Tourisme

Culturel (C.L.T.C.). Les activités de cette organisation sont semblables à celles des clubs que vous citez ; mais alors que la plupart de ceux-ci sont dominés par l'esprit mercantile, le C.L.T.C. s'efforce de proposer des formules de vacances qui, à l'indispensable détente, ajoutent des possibilités d'enrichissement et d'épanouissement de la personnalité.

Le rôle d'un journal socialiste n'était-il pas de mettre l'accent sur ce qui distingue les agences capitalistes et les organisations désintéressées ?

J. TERRIEZ
Châlons-sur-Marne

Une précision

D'Annecy

A la lecture de votre page du milieu du n° 144 de T.S., il m'a semblé qu'il manquait quelque chose. Je m'explique : en ce qui concerne les voyages de groupes spécialement conçus pour les jeunes, les « Maisons des jeunes et de la culture » offrent toute une gamme de voyages, séjours culturels en France et à l'étranger, stages, rencontres, cela dans des conditions idéales pour des jeunes quant aux prix, à l'organisation, aux programmes.

Une crise par année

La crise du théâtre, c'est le serpent de mer et la délinquance juvénile : on en parle lorsque tous les sujets sont épuisés. Elle est latente depuis une cinquantaine d'années et crève les yeux avec chaque « bide » retentissant.

L'autre soir, à la télévision, il y eut débat et l'on sentit à travers les plaintes de M. Barsacq (directeur de l'Atelier) l'envie d'une intervention (financière) de l'Etat tempérée de la crainte d'un contrôle.

Sans doute là réside la nouvelle panacée qui résoudra tout : la détaxation du prix des billets motivée pour activités culturelles. L'affaire est loin d'être réglée. Détaxera-t-on « Bichon », de J. de Létra, ou Achard, ou Roussin ? Les classiques ? Cela promet de réjouissantes perspectives et un nouveau conformisme « culturel ».

De toutes manières, retenons l'idée de la détaxation que précisément réclament les industriels du disque...

De plus en plus vite

...lesquels, eux aussi, argumentent de l'aspect culturel de leur négoce. Si l'on sait qu'environ 80 p. cent de la production actuelle est constituée par la gravure de disques de variétés, on aura dé-

Points sensibles

jà une première idée de la matérialité de la revendication.

Mieux : ou plutôt... ou enfin — comme on voudra — pire : ces 80 p. cent sont eux-mêmes constitués pour les trois quarts dans l'édition de bandes américaines « francisées » — twists, etc. — dont le but est clair. Imposer dans le minimum de temps un « tube », le sucer au maximum avec des investissements réduits. Le recours aux jeunes s'explique par les conditions dans lesquelles peut leur être imposé un contrat.

Il s'explique aussi par leur absence de personnalité qu'on peut plier totalement au style d'une chanson et l'y fondre, quitte à rejeter ledit après usage. Lorsqu'on sait qu'il y a environ 8.000 groupes en France (de quatre à cinq membres), on voit que la concurrence est dure... On voit aussi que l'industrie du disque a de nobles aspirations.

Les apparentements terribles

Notre distingué confrère « La Nation », journal de l'U.N.R., s'est permis dans une enquête sur les vacances de reprendre des extraits de notre propre enquête sur le même sujet.

Nous en sommes flattés. Mais nous serions encore plus flattés si notre estimable confrère voulait bien à l'avenir préciser ses sources d'information.

Merci pour la prochaine enquête sur la politique gaulliste.

Les Anglais le prétendant et « Lui »

Le Daily Mirror (indépendant de gauche), assaisonné de commentaires acerbes son compte rendu du bal organisé l'autre soir au château de Windsor à l'intention des invités au mariage de la princesse Alexandra.

S'attaquant à ceux qu'il appelle les ex-princes renversés, pensionnés, oubliés mais non enterrés d'Espagne, d'Autriche et d'Italie, le Daily Mirror ajoute :

« Pourquoi l'idylle d'Alexandra et d'Angus devait-elle dégénérer en ces agapes de pique-assiettes qui ont réuni à Windsor exilés, prétendants et pensionnés royaux ? L'Angleterre est-elle l'Etat-Providence, ou une morgue de bienfaisance pour altesses royales ?

« On y a même vu le comte de Paris — celui qui s'appelle sans rire le chef de la Maison de France.

« Nous pensions que ce titre revenait à de Gaulle et de Gaulle d'ailleurs le pense aussi.

« Pourquoi voudrait-on que l'opinion britannique s'intéresse à ces quémandeurs royaux, que leurs peuples ont mis à la porte il y a longtemps ? »



Les défenseurs de l'Ordre

Nous n'avons pas pour habitude de nous intéresser à la vie des vedettes et autres étoiles de cinéma, mais l'aventure qui est arrivée cette semaine à J.-P. Belmondo mérite quelques réflexions.

Pour avoir fait une remarque à un agent de police, J.-P. Belmondo a été frappé, mis k.-o. par « les défenseurs de l'ordre », embarqué dans le panier à salade et sévèrement brutalisé au poste de police.

Interrogé à ce sujet, le commissaire du poste de police de Boulogne a répondu que « J.-P. Belmondo n'avait pas été gentil avec les policiers ».

Ces méthodes, certes, ne sont pas nouvelles, mais elles illustrent bien l'état d'esprit qui anime les hommes de M. Papon.

Nous voici prévenus. Soyons « gentils » avec la police ou gare à « la force de frappe ».

La grande Zoreil

M. Michel Debré au cours de ses réunions (électorales) à La Réunion a, nous dit la presse, beaucoup d'auditeurs. On écoute calmement notre ancien Premier ministre qui juché sur un camion expose calmement son plan de développement de la canne à sucre ou de l'ananas. Ses réunions ne sont pas troublées par les « méchants ». La police veille. Les réunions communistes elles, sont au contraire chahutées comme il se doit. La démocratie est une vieille amie de M. Debré.

On dit que certaines personnes de l'île, peu au courant, auraient surnommé notre Michel, un bon Zoreil, c'est-à-dire un bon « Métropolitain ». En fait de Zoreil Debré a surtout celle de l'Elysée, ce qui lui permet de faire une campagne sur le prestige de qui vous savez. De gaulle par ci, de Gaulle par là. Les oreilles du général doivent siffler.

**LE DESSIN DE
JEAN CHARLET**

Debré à la Réunion



« Chers amis, si vous m'écrivez, je vous promets un téléphone direct avec de Gaulle. »

**LE BILLET
DE JEAN BINOT**

Retour à l'envoyeur

Le sermon stratégique - politico - bla - bla dont on nous a régalez (avec référence aux tacticiens du Café du Commerce) éclaire tout un chacun, et pour une fois sans ambiguïté, sur les perspectives choisies par le génie généreux qui raisonne avec son képi : en politique intérieure, je fais la bombe ; en politique extérieure, je fais la bombe ; en politique sociale, je fais la bombe. Pour le reste, allez voir chez l'adjutant de semaine si j'y suis.

On ne m'ôtera pas de l'idée, toutefois, qu'à l'occasion de cet événement incomparable il s'est produit des fuites. A preuve ? Dès le 17 avril, mon général recevait la réponse à son discours du 19 : « Les mineurs de Lorraine, sachant dorénavant à quoi s'en tenir avec l'U.N.R., ne feront confiance qu'à eux-mêmes. Ils ne se laisseront mettre au pas ni par le gouvernement, ni par les actuels députés U.N.R. »

Aucun doute : ceux-là ont compris.

Des formules vagues, une menace précise

LES porte-parole du régime avaient annoncé que de Gaulle, rompant enfin le silence dans lequel il s'était prudemment enfermé tant que dureraient les conflits, allait tirer la leçon des grèves. Or la plupart des commentateurs, à l'étranger comme en France, ont été frappés par le vide de la dernière allocution : aucune mesure nouvelle, aucune initiative d'aucune sorte n'a été annoncée. Au lieu d'un discours politique, nous avons entendu une homélie sur les dangers de la facilité et du laisser-aller.

Prenons garde, cependant, de ne pas nous laisser duper par l'inconsistance apparente de ce prêchi-prêcha. Inutile pour notre information, la dernière allocution n'en est pas moins instructive sur les méthodes du régime et de son chef. D'un certain désarroi, révélé par le vague des propos, nous aurions tort de conclure trop vite à une reculade.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est le souci de de Gaulle d'esquiver ses propres responsabilités et de masquer ses échecs. Quand les réalités le gênent, il les escamote, il les dilue dans les banalités, les généralités, les allusions.

Premier échec : la réquisition des mineurs. Imaginons un instant que le même événement se fût produit sous un gouvernement Laniel, Pinay ou Queuille : sur quel ton sarcastique le chef du R.P.F. eût dénoncé l'impuissance et l'incohérence du « système » ! Comme il est cette fois personnellement en cause, il passe sur l'affaire avec désinvolture en parlant de « tâtonnements et d'erreurs », dans un contexte assez obscur pour

qu'on ne discerne pas exactement qui a commis ces « maladresses ».

Deuxième échec : le gouvernement, malgré sa stabilité et sa durée, n'a pas été plus prévoyant que les gouvernements éphémères qui servaient naguère de cible aux gaulistes. Il est entraîné dans le même engrenage qu'eux : incapable de tenir les prix, il est un jour contraint, par un mouvement de revendications, de concéder plus qu'il n'aurait voulu le faire, et ses prévisions budgétaires en sont quelque peu bousculées ; il va donc être obligé de prendre des mesures pour tenter de corriger ou d'atténuer les effets de son imprévoyance. Quelles mesures ? Pas un mot là-dessus. De Gaulle n'allait tout de même pas annoncer de nouveaux impôts et des augmentations de tarifs à la veille d'un voyage en province qui, nous dit-on, doit faire la preuve que sa popularité est intacte. Alors, à défaut d'informations plus précises, il veut bien nous confier qu'il faut que l'« Etat tienne les rênes » et qu'il ne faut pas « laisser les ruisseaux de la démagogie se faire jour de tous les côtés ». Mais le prochain conseil des ministres sera contraint, lui, de sortir de ces imprécises platitudes et de ces images éculées.

Gardons-nous de négliger dans notre propagande la nécessité de dénoncer ces efforts de de Gaulle pour tirer son épingle du jeu et pour entretenir le mythe, si commode pour lui, de l'arbitre, indépendant des partis, indépendant des forces économiques et sociales. C'est lui qui détient la réalité du pouvoir. C'est lui qui a façonné le régime. C'est donc lui, personnellement, qui porte la responsa-

bilité directe des actes du pouvoir, dans le domaine de la politique économique et sociale comme dans les autres.

Gardons-nous aussi de croire que, contraint par les récents mouvements de grève, à « encaisser » quelques coups, de Gaulle a définitivement renoncé à tout projet contre les organisations syndicales. Nous connaissons assez sa manière : quand il sent une résistance, il adopte une démarche plus lente et plus prudente, mais il n'abandonne pas. Il y a tout de même, dans son allocution, une pointe à l'adresse des syndicats : ceux-ci ont besoin d'être « affranchis des sujétions et des griefs partisans ». La formule n'a aucun sens, mais il suffit qu'elle ait été prononcée pour que nous soyons informés de ses dispositions. Il est probable que de Gaulle ne sait pas encore lui-même comment il s'y prendra pour éviter le renouvellement de la situation de mars 1963. Il est certain, cependant, qu'il y travaillera. Il suffit, pour s'en convaincre, de relever chaque jour les propos tenus par divers responsables de l'U.N.R. : de Gaulle et les hommes du régime, au lendemain des grèves de mars, se posent le problème du rôle et de la place du syndicalisme.

Malgré l'imprécision des menaces, nous devons nous considérer comme assez clairement avertis pour comprendre que ces offensives ne seront tenues en échec que par l'union dans la contre-attaque, union non seulement des organisations syndicales entre elles, mais aussi union entre les organisations syndicales et les partis.

Robert Verdier.

LA SOUPE EST BONNE, MON GENERAL

Nos amis des Ardennes nous communiquent ce tract publié à l'occasion du voyage du général de Gaulle dans la région.

● Nous estimons que les détenteurs du pouvoir ont bien raison de se considérer comme les propriétaires de la nation.

● Nous sommes heureux de voir la police et la justice protéger les gens du pouvoir plutôt que de garantir aux citoyens la sécurité et la liberté.

● Nous nous réjouissons que le Grand Trianon de Versailles soit remis à neuf pour vous assurer un confort digne de vous.

● Avec vous, nous proclamons que la propagande et la publicité sont les deux vraies mamelles de la France.

● Nous approuvons la mainmise du gouvernement sur la radio et la télévision.

● Nous constatons avec bonheur la stabilité du franc

et l'accroissement de notre pouvoir d'achat.

● Nous ne doutons pas que la force de frappe soit une bénédiction, et nous ne voulons pas savoir pour qui.

● Nous croyons à la stabilité des ministres — il n'y en a eu que huit depuis 1958 à l'Education nationale — et à la continuité de leur politique.

● Nous nous félicitons des initiatives hardies et de la haute compétence des par-

lementaires que vous nous avez choisis et dont vous avez eu la sagesse de doubler le traitement.

● Peu nous importe que notre enseignement public croule dans la médiocrité et le délabrement, que 3.000 étudiants ne disposent que d'un amphithéâtre de 200 places.

● Nous sommes riches puisqu'on dispose d'un million par an pour un soldat et de 100.000 francs pour un étudiant.

● Nous sommes heureux de saluer des économies qui, cette année, permettent l'augmentation de 50 p. cent des crédits militaires contre 17 p. cent pour l'Education nationale.

● Nous saluons la détermination avec laquelle vous avez réquisitionné les mineurs et le courage avec lequel vous êtes intervenu dans la crise que ces privilégiés de la Houille avaient provoquée.

● Nous admirons la générosité avec laquelle vous permettez aux vieillards de ne pas mourir complètement de faim.

● Nous apprécions enfin, à tout son prix, la délicate pensée que vous avez eue de nous rajeunir de vingt ans en nous permettant de revoir chez nous les sémillants costumes vert-de-gris de l'ex-Wehrmacht.

● Nous admirons la clairvoyance qui vous a permis de comprendre, en moins

d'une semaine, que l'état des pâtures ne permettait pas d'appliquer le prix d'été du lait.

● Nous admirons tout autant cette détermination grâce à laquelle nos paysans doivent de ne pas avoir attendu plus de sept mois pour être reconnus sinistrés par la sécheresse.

● OUI, merci de votre sollicitude.

Ces impôts que nous versons, gardez-les pour les grands desseins qui vous inspirent.

Nous paierons nous-mêmes nos ponts, nos routes, nos téléphones — et leurs tables d'écoute — les soins à donner à nos enfants déficients, nos adductions d'eau, même s'il le faut l'eau qui coule dans la Meuse et l'air que nous respirons.

Le département et les communes se chargeront bien de tout cela.

A votre appel, nous avons déjà suivi le bœuf.

Demain, comme hier, nous sommes prêts à suivre le guide.

Vous pouvez avoir confiance.

Les électeurs U.N.R. des Ardennes.

P.S. — Par un effet de votre haute sollicitude, ne pourriez-vous faire hâter l'installation de l'hôpital psychiatrique que nous attendons depuis si longtemps. Vous voyez qu'on en a vraiment besoin.

Voyages dans les Ardennes

Rocroi, Andrée Viénot à De Gaulle : "JE SUIS UN ADVERSAIRE DE VOTRE REGIME"

LA R.T.F. s'est efforcée d'escamoter les détails des réceptions de De Gaulle lors de son voyage dans les Ardennes par certaines municipalités notamment à Rimogne et à Rocroi. C'est que les maires de ces villes sont des membres du P.S.U. qui n'ont pas caché leur hostilité au régime.

Le maire de Rimogne a déclaré notamment : « Vous excuserez les ouvriers de l'ardoiserie de ne pas être venus vous applaudir. Mais s'ils ne sont pas là, c'est

qu'ils ne veulent pas perdre une journée de salaires. Ces derniers sont déjà assez faibles comme cela. »

Quant à Andrée Viénot, maire de Rocroi, elle a dit : « Je manquerais à la fois de franchise et de courage si je dissimulais le fait que personnellement et avec tout mon Conseil municipal, je compte parmi les adversaires du régime institué depuis 1958. »

Quelques assistants, d'ailleurs étrangers à la popula-

tion de la ville et vraisemblablement mieux connus du service d'ordre ont essayé de provoquer du bruit pendant qu'Andrée Viénot parlait et il a fallu qu'ils donnent de la voix pour ajouter « Vive de Gaulle ! » au « Vive la République ! » auquel s'était tenue André Viénot.

Cette franchise insupportable à de Gaulle, l'a mis en fureur à peine contenue : il a bâclé sa réponse à Andrée Viénot sur ce ton précipité qui ne lui est pas habituel.

Pour qu'on y voie plus clair dans le retard des salaires du secteur public le gouvernement... censure les statistiques

Le gouvernement, vient de déclarer le général de Gaulle devant les « étranges lucarnes », doit mieux « s'organiser dans ses conseils techniques et dans son administration pour étudier, apprécier et décider en plus complète connaissance de cause », ce qu'il convient d'accorder à chacun. Voilà qui est noble et bien intentionné.

La réalité, hélas ! dépasse encore une fois la fiction... gaulliste. Et au moment où le chef de l'Etat parle d'y voir plus clair dans les revenus — c'est-à-dire, chacun l'a compris, dans les salaires du secteur public, que paie l'Etat — on apprend que le pouvoir gaulliste a décidé de censurer les statistiques sur ces mêmes salaires !

Oh ! pas complètement, certes ! Ce régime ne fait jamais rien de complet. Mais en réduisant le nombre des statistiques qui seront publiées par l'I.N.S.E.E., et en différant la publication d'autres chiffres, pourtant édités jusqu'alors avec un retard considérable.

Pour autant qu'on le sache, ceci se fera de la façon suivante : arguant de la nécessité d'harmoniser les statistiques de l'I.N.S.E.E. avec celles que viennent d'établir les trois « sages » dans leur rapport, et se fondant en particulier sur la nécessité d'évaluer — comme l'ont fait les « sages » — l'allongement des congés payés en « équivalents-salaires », on diffèrera la publication des statistiques annuelles sur l'évolution des salaires du secteur nationalisé. Puis, quand on les republiera, ce sera sur des bases nouvelles, gênant — voire rendant

giste d'Air France... On voudrait savoir où en sont leurs salaires au bout de cinq ans, dix ans ; combien gagnent, par comparaison, les salariés du secteur privé qui ont un emploi analogue ; comment ont évolué leurs salaires respectifs depuis dix ans...

France, première colonne), dressé à partir des déclarations des employeurs, montre que, très souvent, les salaires du secteur nationalisé sont inférieurs. C'est le cas notamment des employés, des cadres moyens et des cadres supérieurs.

boursiers — en francs dépréciés chaque année, il faut, pour avoir une vue claire des choses ramener les chiffres en francs constants (en déduisant la hausse des prix) ; autrement dit parler en pouvoir d'achat. Voici ce que donne dès lors la comparaison :

LE RETARD DES SALAIRES DU SECTEUR NATIONALISÉ s'est considérablement accru en six ans (Statistiques de l'I.N.S.E.E., sur la base 100 en 1956)

	Secteur nationalisé		Secteur privé		Cours des valeurs cotées en Bourse	Prix de détail (250 articles)
	Mineurs (salaire journalier)	Moyenne S.N.C.F. E.D.F.-G.D.F. Air France (salaire hor.)	Gain ouvrier (horaire)	Traitement mensuel du cadre		
1956	100	100	100	100	100	100
1957	113,5	110,3	110,3	111	127	103,8
1958	123,3	122,1	121,7	124,9	114	119,4
1959	134,6	124,6	129	134,5	151	126,9
1960	140,8	134,4	140,3	149,4	183	131,5
1961	151	144,1	151,1	164,2	214	135,9
1962	160,5	159,5	168,6 (1)	177 (1)	234	141,2

(1) Estimation.

Et ce qu'on sait

On voudrait, mais on ne peut pas, de telles statistiques comparatives n'ayant jamais été dressées par l'I.N.S.E.E. Non pas qu'elles n'aient pas été demandées à l'Institut de la statistique, depuis dix ans ! Mais il avait probablement mieux à faire... Ou, pour être sérieux, il est probable que

Seuls les ouvriers et la plupart des femmes (ouvrières et employées) gagnent en moyenne plus que leurs camarades du secteur privé. Mais il faut remarquer :

— que les femmes en question sont relativement peu nombreuses dans le secteur public : 13.500 ouvrières et 102.000 employées, sur 1.014.000 salariés travaillant toute l'année dans la même entreprise (soit 11 p. 100 seulement du total) ; la qualification des 102.000 employées publiques est en outre incontestablement supérieure à celle des 600.000 employées du secteur privé ;

— que la qualification moyenne des 565.000 ouvriers du secteur public est également supérieure à celle des ouvriers du secteur privé. A qualification égale, l'écart serait probablement inversé, au détriment des travailleurs du secteur public. C'est en tout cas ce que des statistiques détaillées devraient préciser : le pouvoir ne les a jamais publiées jusqu'ici.

Dans l'ensemble, et compte tenu de la qualification professionnelle supérieure des employés et des ouvriers du secteur public, on doit admettre que l'Etat paie plus mal ses salariés que le patronat privé. Ceci n'était assurément pas à démontrer : les grèves récentes l'ont assez souligné.

Les salaires privés augmentent moitié plus vite

Elles ont, de même, suffisamment mis en lumière le retard pris ces dernières années par les salaires du secteur nationalisé pour qu'il soit nécessaire d'insister. Avant même que le gouvernement ne découvre le problème en nommant les « sages », l'Institut de la statistique avait mis en évidence le phénomène avec une grande clarté.

Les indices ci-dessus retracent l'évolution de salaires — et de profits.

En six ans, les mineurs célibataires ont accru leur pouvoir d'achat de 13,7 p. 100 et les ouvriers des autres entreprises nationalisées augmenté le leur de 12,9 p. 100. Mais, pendant ce temps, des ouvriers célibataires du secteur privé ont accru leur niveau de vie de 19,4 p. 100 et les cadres du secteur privé le leur de 25,4 p. 100.

L'élévation du niveau de vie des cadres privés a donc été 2 fois plus rapide, et celle des ouvriers du secteur privé moitié plus rapide. Quant aux propriétaires d'actions en Bourse, ils ont sans rien faire accru leur capital de 66 p. 100 — 5 fois plus que les salaires du secteur nationalisé ! — Grâce à l'artofinancement des firmes capitalistes (réemploi dans l'entreprise de la majeure partie des bénéfices réalisés). Joli bilan pour la 4^e République finissante et la 5^e République régnante !

Si l'on évoquait le cas — beaucoup plus réaliste — des familles, la comparaison serait plus accablante encore, puisque le niveau de vie de celles-ci a subi la dégradation des prestations familiales. En six ans celles-ci ont pris un retard considérable sur les prix et plus fort encore sur les salaires.

On peut admettre que le niveau de vie des familles a augmenté deux tiers moins vite, ces six dernières années, que celui des célibataires ; si bien que le sort des familles des salariés de l'Etat a été plus désavantagé encore qu'il n'apparaît dans les chiffres ci-dessus.

Ainsi, tandis que la production industrielle française augmentait

De 37 p. 100 en 6 ans (31 p. 100 par personne), le niveau de vie des familles du secteur na-

(Suite page 5.)

SALAIRES ANNUELS EN FRANCE EN 1960 (en anciens francs)

Catégories socio-professionnelles	Secteur privé (5.745.600 salariés dont 1.607.000 femmes)	Secteur semi-public (1.014.000 salariés dont 141.200 femmes)	Différence des salaires semi-publics par rapport aux salaires privés
Ouvriers			
— hommes	645.000	720.000	+ 75.200
— femmes	424.000	643.700	+ 219.700
Employés			
— hommes	789.600	736.900	- 52.700
— femmes	577.900	707.100	+ 129.200
Cadres moyens			
— hommes	1.444.000	1.245.000	- 199.000
— femmes	901.000	827.100	- 73.900
Cadres supérieurs			
— hommes	2.850.000	2.341.100	- 508.900
Ensemble des salariés			
— hommes	853.300	844.200	- 9.100
— femmes	518.700	753.200	+ 234.500

impossibles — les comparaisons avec les autres catégories de salariés.

Il se peut même que d'autres statistiques de salaires voient leur édition retardée cette année. Celles concernant les déclarations de revenus faits par les employeurs pour leur personnel (dites « états 1024 »), par exemple... L'« opération clarté » bat son plein, on le voit !

Ce qu'on voudrait savoir

Elle est d'autant plus déplorable que l'accord était déjà difficile à faire jusqu'ici — on l'a bien vu après le rapport de la commission des « sages » — sur les statistiques de salaires, et encore plus sur les comparaisons des statistiques. Tantôt celles-ci concernent les salaires ouvriers, tantôt ceux de l'ensemble des salariés (cadres compris) ; tantôt elles comprennent les heures supplémentaires, tantôt elles les ignorent... Mais on s'était peu à peu habitué à ces matériaux imparfaits et l'on parvenait à s'y reconnaître dans leur évolution.

On va, cette fois, se trouver dans un « bleu » total, qui ne profitera qu'au pouvoir. Hâtons-nous donc, pendant que les chiffres sont encore disponibles, de leur faire livrer leur vérité relative. Combien gagnent les quelque 1.100.000 salariés du secteur nationalisé, que les conflits sociaux ont mis en vedette ces dernières semaines et dont nous publions ci-dessous la répartition entre entreprises ?

On souhaiterait pouvoir donner des précisions sur le salaire de départ du petit cheminot, du gazier, de l'électricien, du mineur, de l'agent de la R.A.T.P., de l'O.S. de chez Renault, du métallo de Sud-Aviation, du baga-

des consignes politiques ont été données à l'I.N.S.E.E. de ne pas dresser de tels tableaux. Son silence prive ainsi la gauche et les syndicats du secteur public d'arguments puissants.

De telles comparaisons ont, pourtant, été établies dans certaines branches sur l'initiative des syndicats. Elles ont montré, par exemple, au moment de l'« arbitrage Ribeyre », que les salaires d'E.D.F.-G.D.F. avaient 20 p. 100 de retard sur les rémunérations payées, à tâche identique, par les entreprises privées de la construction électrique. Plus récemment, les syndicats de mineurs et de cheminots ont montré, chiffres en main, que leurs salaires avaient pris plus de 10 p. 100 de retard sur ceux du secteur privé. Faites avec les moyens puissants de l'I.N.S.E.E., de telles comparaisons seraient fort importantes pour l'ensemble du secteur nationalisé.

Les salaires publics, souvent inférieurs à ceux du secteur privé

Les chiffres connus montrent, en effet, tout l'intérêt de ces études. Ils sont pour l'instant — et en attendant que le pouvoir les censure — de deux sortes : les uns montrent la fréquence inférieure — en valeur absolue — des salaires du secteur nationalisé sur ceux du secteur privé ; les autres prouvent que cette infériorité n'a cessé de s'aggraver ces dernières années, les salaires publics augmentant moins vite que les rémunérations privées, et, évidemment beaucoup moins vite que la production ou les profits patronaux.

Le tableau (salaires annuels en

PLUS D'UN MILLION DE SALARIÉS DANS LE SECTEUR SEMI-PUBLIC

Secteurs d'activité	Effectifs au 1 ^{er} janvier 1961	Salariés travaillant toute l'année dans la même entreprise		
		Total	dont : ouvriers	employés
Energie	341.200	306.500	244.300	39.400
dont :				
— Houillères	215.000			
— E.D.F.-G.D.F.	115.000			
Transports	420.000	397.300	232.200	113.800
dont :				
— S.N.C.F.	346.000			
— R.A.T.P.	35.000			
— Air France ...	18.000			
Autres industries	116.500	114.300	83.400	11.000
dont :				
— Renault	61.000			
— Sociétés aéronautiques ..	39.000			
Banques et assurances	104.600	92.700	3.500	62.100
Autres activités	125.100	103.600	14.600	57.900
Total	1.108.000	1.014.400 (1)	578.000 (2)	284.200 (3)

(1) Dont 141.200 femmes. (2) Dont 13.500 ouvrières. (3) Dont 102.100 employées.

tionalisé s'élevait de 4 à 5 p. 100 seulement. L'exploitation dont ont été victimes les salariés de l'Etat apparaît ici clairement.

La lutte pour les 7 p. 100 au rendez-vous de septembre ?

Les hausses de salaires obtenues par les grèves vont évidemment combler cette année une partie du handicap pris par les salariés du secteur semi-public sur les rémunérations du secteur privé. Mais ce retard a de fortes chances de recommencer à augmenter à l'automne. Pourquoi ?

Parce que les salaires du secteur privé augmentent actuellement au rythme de 10 p. 100 l'an pour les ouvriers et les employés, et de 12 p. 100 pour les cadres. Or, le gouvernement n'a accordé à ses salariés, au titre des hausses normales (qui s'ajoutent au « rattrapage »), que 3 p. 100. Pour qu'aucun retard ne soit pris cette année, il faudrait que les salariés de l'Etat obtiennent au « rendez-vous de septembre » qui leur a été promis 7 p. 100 supplémentaires (différence entre les 10 p. 100 du privé et les 3 p. 100 obtenus).

Il est impensable que le pouvoir gaulliste, qui a chipoté si odieusement sur des 0,25 p. 100 et des 0,50 p. 100 le mois dernier, accorde sans problème ces 7 p. 100. Ce devra donc être l'objet d'une nouvelle lutte intense des travailleurs du secteur nationalisé.

L'Etat peut-il payer ? Rappelons en terminant quelques chiffres :

● Les 500 milliards d'anciens francs que de Gaulle consacre cette année à la « force de frappe » permettraient d'augmenter de moitié les salaires des mineurs, des cheminots, des gaziers et des électriciens.

● Les 1.500 autres milliards qu'il réserve à l'armée « classique » permettraient également d'augmenter de plus de moitié les traitements des fonctionnaires.

« Des sous, Charlot ! » Les sous, il les a. Mais il veut les garder pour ses ruineux joujoux...

M. Rungis.

IMPRIMER un nouvel élan

Le Comité politique national, réuni à Paris les 20 et 21 avril, a consacré une grande partie de ses délibérations à un examen de la situation politique au lendemain de la grève des mineurs et des mouvements de revendications du mois de mars.

On lira ci-dessous le texte de la résolution adoptée en conclusion de ces débats. Précisons que le C.P.N. a donné mandat au Bureau national afin de prendre des initiatives dans l'esprit de cette résolution, c'est-à-dire pour faire de nouvelles propositions aux organisations syndicales et aux partis politiques en vue d'assurer l'union des forces populaires contre le régime gaulliste.

RESOLUTION

« Les mineurs et, avec eux, l'ensemble des travailleurs qui ont participé aux batailles sociales de ces dernières semaines ont infligé au régime sa première véritable défaite. C'est un événement d'une grande importance qui doit permettre de donner un nouvel élan à l'action et à l'union des forces populaires.

« Des leçons doivent être maintenant tirées en fonction des luttes à venir. Le C.P.N. du P.S.U. avait indiqué au début de la grève la nécessité pour les organisations de travailleurs de parvenir à une extension et à une meilleure coordination de leur action et aussi à la définition d'objectifs à plus long terme. Les événements ont montré que c'est dans la mesure où ces objectifs n'ont pu être atteints que le mouvement a trouvé ses limites.

« Loin d'en tirer une conclusion pessimiste, le P.S.U. entend déployer tous ses efforts pour faire comprendre à travers une discussion fraternelle l'importance des objectifs et de la stratégie de Front socialiste. »

Grenoble : la grève NEYRPIC a mobilisé l'ensemble de l'opinion

(De notre envoyé spécial à Grenoble, Pierre BELLEVILLE)

LES grèves de mars ont naturellement fait oublier des luttes partielles comme celle qui se déroule depuis janvier à Grenoble, à l'entreprise Neyrpic. Celle-ci pourtant continue et demeure, pour le fond, aussi importante.

Rappelons le problème : en décembre, un changement de direction intervenait dans l'entreprise Neyrpic qui fabrique essentiellement du matériel hydraulique. Le directeur de l'Alsthom (entreprise actionnaire chez Neyrpic à 27 p. 100), Glaeser, nous plaçait un représentant des familles fondatrices ; immédiatement, sous prétexte de remise en ordre, dénonçait le contrat sur la progression des salaires, conclu l'année précédente. Tout semble indiquer que le C.N.P.F. et le gouvernement s'étaient alarmés des clauses de cet accord et que, au moment où l'entreprise Neyrpic avait besoin d'argent frais pour faire face à un important accroissement d'activité, on avait subordonné la souscription d'un emprunt à un changement de direction et de politique.

Le front socialiste

La lutte s'est immédiatement engagée et — sous des formes diverses — elle continue. Les formes de cette lutte mériteraient d'être étudiées. Mais, dans cet article, il sera question de deux points seulement :

1) Comment le front socialiste s'est réalisé à Grenoble autour du problème Neyrpic ;

2) Comment à travers cette lutte partielle des revendications fondamentales concernant la structure de l'entreprise ont été mises en avant.

1) Le front socialiste à Grenoble

L'entreprise Neyrpic et sa filiale comportent — comme d'autres entreprises grenobloises — une forte proportion de techniciens, dessinateurs, ingénieurs. Tous étaient, évidemment, concernés et la lutte, dès le premier instant, a été une lutte d'entreprise, non plus parce qu'un certain nombre d'individus des autres catégories rejoignent les O.P. ou les O.S., mais parce que la conception et l'organisation de la lutte étaient l'œuvre commune de différentes sections syndicales d'ouvriers et de cadres. L'objectif était la coopération, l'intégration dans la lutte de départements très particularisés et de diverses catégories de salariés. Il a été atteint.

Une action syndicale qui devenait une lutte d'entreprise, cela n'était certes pas le front socialiste. Mais ce caractère de l'action allait en faciliter l'élargissement. En effet, c'est toute l'entreprise qui présentait son problème et non seulement la question de salaires, mais l'ensemble de questions économiques, des questions de droit posées par la rupture du contrat, et qui demandait l'appui de la population.

L'élargissement n'a pas été — même ainsi préfacé — un phénomène du hasard. S'il a été possible, c'est à cause du travail antérieur fait à Grenoble.

Rapports syndicats-Université

Citons deux exemples. La lutte pour la paix en Algérie avait déjà eu un caractère très large et pas seulement au niveau d'action épisodique. L'idée que la vie politique locale était l'affaire à la fois des partis, des syndicats ouvriers, des syndicats d'enseignants, que l'on devait s'efforcer d'y intégrer l'Université, avait fait son chemin. Les rapports syndicats-Université ne sont pas un phénomène du hasard. Il existe, dans le cadre de la Faculté de Droit, un Institut d'études sociales qui assume, sous la direction des syndicats et de cette Faculté, la formation des militants C.G.T., C.F.T.C., F.O. et, depuis peu, C.N.J.A. Grâce à ces liaisons, d'autres problèmes ont été abordés. Grenoble est une ville où les rapports Université-Industries sont étroits, tels qu'on pourrait craindre la subordination de la première au patronat. Le contexte,

les rapports Université-syndicats ont permis d'attirer l'attention de tous, notamment des chercheurs, de poser la question au grand jour.

Il n'est pas étonnant que ce soit du directeur de l'Institut d'études sociales que soit venue l'initiation de la défense, par l'Université, des salariés de Neyrpic et de l'entreprise, des salariés dans leur entreprise. La première lettre qu'il écrivait à ses collègues pour les inciter à intervenir se référait précisément à l'étroitesse des rapports Université-Industries existant dans la ville. Le patronat a conçu ces rapports comme une œuvre en sa faveur. De Bernys l'a retournée contre lui.

Le caractère irréel des institutions publiques

L'Université s'est donc intéressée à l'affaire Neyrpic. Elle n'a pas été la seule. Par une conférence de presse extrêmement bien préparée, les syndicats avaient su porter le problème sur la place publique. Les partis, les syndicats d'enseignants, les associations familiales et culturelles, les maisons de jeunes, les services laïques ont pris position et appuyé les syndicats. Les liaisons créées au temps de la lutte pour la paix en Algérie se sont facilement renouvelées. C'est ainsi que le 29 mars un meeting, organisé par l'intersyndicale Neyrpic, présidé par le doyen de la Faculté de Droit, M. Gore, réunissait deux mille personnes à l'appel de tous les syndicats, du P.C.F., du P.S.U., de la S.F.I.O., du M.R.P., de l'A.G., du C.N.J.A. et de toute une série d'organisations familiales ou culturelles. Tout ce qui fait vivre Grenoble était avec les travailleurs de Neyrpic. Un sénateur, un adjoint au maire soulignaient par leur présence le caractère irréel, coupé de toute la vie sociale des institutions politiques actuelles. Ceux qui auraient dû être au centre d'un mouvement aussi vaste apparaissaient par raccroc.

Une pareille union peut sembler bien vaste. Peut-on parler de Front socialiste ? On ne le pourrait pas s'il s'agissait d'un simple comité de soutien d'une lutte défensive contre des licenciements, par exemple. Mais ici l'union se fait non seulement sur la défense de Neyrpic, mais sur des solutions proposées sur un problème posé.

La motion votée à l'issue du meeting du 19 mars dit notamment : « La population grenobloise est décidée à faire obstacle à toute agression sociale et à faire en sorte que la section syndicale d'entreprise, reconnue par les accords d'octobre 1961, ne soit jamais remise en cause. » C'est toute une conception de la démocratie économique qui est exprimée ainsi. Il est sous-entendu que les décisions de salaires ne concernent pas seulement patrons et employeurs, mais l'ensemble de la population qui aura à souffrir de la régression sociale dans une usine importante. Les interventions au meeting vont, pour la plupart, dans le même sens. Parlant au nom des associations culturelles et des mouvements de jeunesse, Dudek, un des responsables de « Peuple et Culture », souligne que l'on ne pouvait envisager d'action culturelle dans un climat d'insécurité économique. C'est donc à tous ceux qui sont concernés d'intervenir.

La démocratie dans l'entreprise

Quant à l'action syndicale d'entreprise, aux droits des syndicats dans l'entreprise, il est extrêmement important qu'une assemblée aussi vaste ait pris ce problème en charge. Le doyen de la Faculté de Droit a dit, le 19 mars, en public, à Grenoble : « La démocratie ne doit pas régner seulement dans l'Etat mais dans l'entreprise », et il ajoute : « Les patrons se croient encore monarches absolus comme Louis XIV, mais leur bataille est une retraite. C'est de

Grenoble que part le mouvement qui veut la reconnaissance officielle de la section syndicale d'entreprise. »

Le problème de la démocratie dans l'entreprise a, vous le savez, un caractère décisif. L'autorité absolue du patron, son irresponsabilité sont, on le sait, considérées par le patronat comme les conséquences naturelles du droit de propriété. En attaquant sur ce point, c'est le fondement du capitalisme qui est mis en cause. La question de la démocratie dans l'entreprise amène celle de la propriété des investissements. Il s'agit sans doute du point le plus important de notre programme de transition. Ajoutons que la formule du doyen Gore peut être retrouvée. Luttés pour la démocratie dans l'entreprise c'est, aujourd'hui, une manière des plus efficaces de luttés pour la démocratie dans l'Etat.

La réunion sur ce problème d'hommes, de groupes aussi divers, la transformation de la défense de Neyrpic en une action offensive pour la démocratie dans l'entreprise, c'est bien une action de type Front socialiste. Non pas un vague cartel, un regroupement basé sur le contenu des étiquettes, mais l'union sur un point de programme socialiste entre hommes qui sont d'accord pour travailler à ce progrès.

Ajoutons qu'il ne s'agit pas que de nous.

Quelques jours avant le meeting chez Neyrpic, un ingénieur, chef de service, diffusait dans son département le compte rendu d'une réunion avec la direction. Donner des informations, c'est une des bases de la démocratie économique. C'est d'ailleurs pourquoi il fut mis à pied. Pour le défendre, toute l'usine a débrayé. Pourtant, comme le dit un journal local, ce cadre supérieur n'a pas été, depuis dix ans, sans être en conflit avec ses subordonnés et les syndicats. Mais il y a que le jeu de la vérité des faits et de la confrontation autour de cette vérité. L'action entreprise pour sa défense, comme son geste même, témoignent en faveur d'une certaine démocratie économique.

Le mouvement part de Grenoble

Au meeting même, il a été annoncé qu'un colloque se tiendrait à propos de la section syndicale d'entreprise. Ainsi la question sort de l'ombre, elle ne pense plus y rentrer. Il faudra que le patronat s'explique sur sa conception de l'entreprise. « Le mouvement part de Grenoble... » D'autres initiatives tendant à modifier, à transformer la vie sociale sont déjà parties de Grenoble, non pas sur une base sectaire, mais sur la base la plus large possible, le planning familial, par exemple. Nous avons donc bon espoir pour celle-là. Nous savons, et l'affaire des quatre semaines de congé payé nous l'a rappelé, que sur le front social une position ne s'emporte pas par un assaut général mais à partir d'une première trouée. Il y aura d'abord un point en France où la section syndicale d'entreprise aura d'abord droit de cité. Mais pour que les autres suivent, il faut, dès maintenant, à chaque occasion, s'organiser. Les syndicats doivent, ailleurs, regrouper autour d'eux, pour des actions constructives, les partis, les juristes, les militants, les sections du P.S.U. doivent travailler à de pareils regroupements. La première bataille pour la démocratie économique consiste à faire la lumière sur les problèmes sociaux et économiques, notamment sur ce qui se passe dans l'entreprise, à rendre public ce que patronat et pouvoir voudraient laisser dans l'ombre, en particulier la manière dont ils exercent leur autorité. A chaque conflit social — comme cela a été le cas lors de la grève des mineurs — il faut informer, mettre les organisations dans le coup, et, le plus souvent possible, faire comme à Grenoble : opposer un programme socialiste à l'arbitraire du patronat et de l'Etat.

FINISTÈRE : Trois ans après la bataille de l'artichaut lenteur dans l'organisation des producteurs

UN soleil rare en cette saison de Pâques, une végétation rabougrie qui redémarre avec peine, là où, les années précédentes, s'épandait les champs de choux-fleurs, là où pointaient les rangées de dragons : c'est pour toute la Ceinture Dorée — la région autour de Roscoff et de Saint-Pol-de-Léon — une catastrophe comme on en connaît peu. 80 à 90 p. 100 des premières variétés de choux-fleurs ont été détruites ; et, pour les variétés d'avril et de mai, les producteurs ne conservent l'espoir que de sauver 50 p. 100 de la récolte. La production d'artichauts est aussi sérieusement atteinte, et pour plusieurs années, car comment obtenir des plants pour le renouvellement des plantations ? Mais le froid n'a pas des conséquences catastrophiques seulement pour les producteurs, en fait c'est tout l'essor économique de la région qui se trouve entravé. La « Guerre de l'artichaut », décrite avec lyrisme par Serge Mallet, ne risque pas de se rallumer cette année du fait d'une production excédentaire. Justement, où en sont les rapports entre ceux qui sont à la S.I.C.A. et ceux qu'on continue à appeler les « Indépendants » ? Nous sommes allés nous renseigner sur place, à Mespaul, un petit bourg non loin de Saint-Pol, placé au cœur du problème, puisque la moitié environ des paysans sont passés à la S.I.C.A., alors que l'autre moitié se maintenait en dehors de cette organisation.

Rouges contre Blancs ?

C'est dimanche à Mespaul et, comme partout ailleurs, il y a ceux qui vont à la messe et ceux qui n'y vont pas. Vieille division, qui coïncide ici avec des antagonismes politiques solidement établis. C'est l'opposition historique entre les Rouges et les Blancs, opposition qui souffrait peu de nuances jusqu'à présent. Qu'en est-il aujourd'hui ? Nos camarades Olivier Kersauzon et Marcel Penn nous ont expliqué comment, aux dernières élections, l'un des administrateurs de la S.I.C.A. a accepté de se « mouiller » et de faire voter pour Tanguy-Prigent. Et l'analyse des résultats prouve qu'à Plouénan, par exemple, si une soixantaine de paysans, ne pouvant décemment voter pour le député sortant (dont l'action, même sur le plan économique, était pour le moins discutable), ont préféré voter nul, il s'est produit un déplacement de plusieurs centaines de voix en faveur de notre camarade qui a porté son chiffre à un niveau jamais atteint. C'est que les problèmes économiques (ceux, en particulier de l'organisation des marchés, des réformes à entreprendre sur le plan de la production et de la commercialisation), et leurs conséquences sociales, viennent brouiller les cartes et déranger les traditionnelles classifications, politiques et religieuses.

La gauche écartelée

La ligne de clivage entre la S.I.C.A. et les « Indépendants » passe à travers les forces de gauche et à travers le P.S.U., en particulier. A Mespaul, seuls quelques hommes de gauche, quelques militants du parti, sont passés à la S.I.C.A., alors que l'essentiel de la « gauche » se maintenait en dehors. La situation est donc apparemment nette : la grande majorité de la S.I.C.A. constitue ce qu'on appelle la « droite ».

A Plouénan, les proportions sont différentes, mais nos camarades n'en sont pas moins minoritaires. Et cette situation ne fait qu'augmenter la méfiance des « Indépendants » à l'égard de l'organisation rivale. L'influence de la J.A.C., la part décisive qu'elle a prise dans la constitution de l'organisme, les appuis dont elle dispose à l'extérieur, l'attitude de certains de ses dirigeants, en 1958, lors des précédentes élections législatives, ce sont là des arguments dont on se sert volontiers pour justifier une hostilité qui a aussi (nous le verrons tout à l'heure) d'autres raisons. Que cet état de choses crée des difficultés

(De notre correspondant à Morlaix, R. LOHRIC)

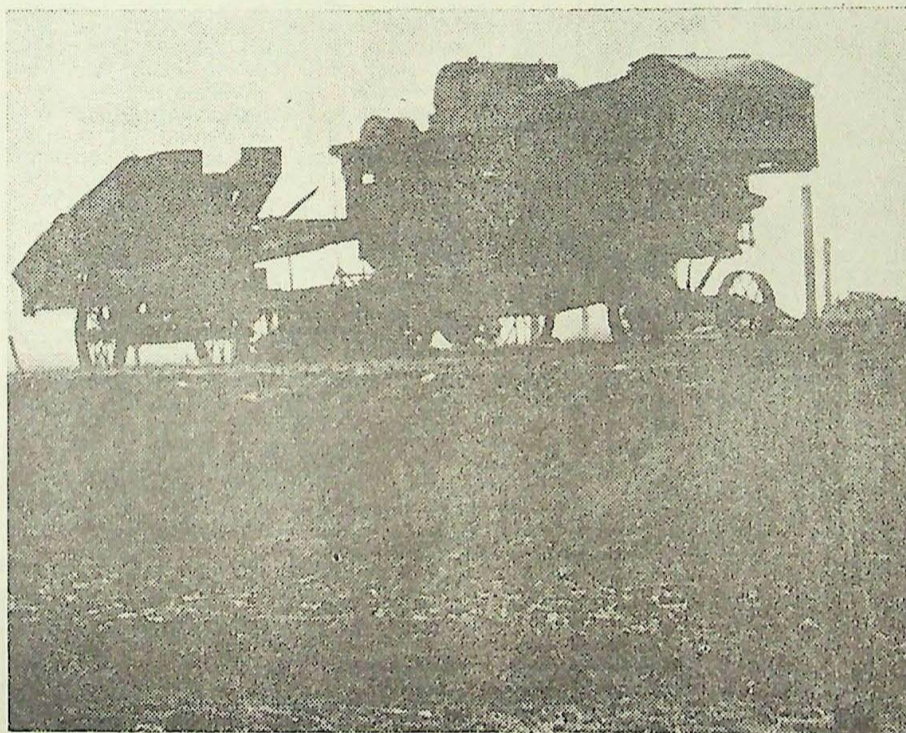
au parti, cela se conçoit aisément. En fait, il a fallu tout le crédit dont dispose ici Tanguy-Prigent pour éviter une cassure dans nos rangs. Mais les contradictions sont toujours là, les problèmes sont en suspens, tandis que des essais de rapprochement sont tentés.

Marcel Penn et Olivier Kersauzon ont opté, dès le départ, pour la S.I.C.A., mais ils sont de ceux qui cherchent à faire le joint avec les Indépendants. « Nous regrettons que l'union ne se fasse pas. Les Indépendants nous disent que ce sont les Blancs qui mènent l'affaire, et que nous sommes minoritaires. C'est vrai, mais, d'un autre côté, nous le resterons tant qu'ils ne viendront pas nous renforcer. » Les Indépendants n'ont peut-être pas tous les torts, lorsqu'ils accusent les dirigeants de la S.I.C.A. d'établir de plus en plus fortement leur emprise sur l'organi-

de la préparation aux transformations qui interviennent dans les conditions de travail et les rapports sociaux. On voit la J.A.C., par exemple, faire un effort extrêmement important de formation pour donner à ses militants les moyens de s'exprimer, donc d'être écoutés. C'est là une nécessité dont on commence à prendre conscience dans les milieux de gauche ; des réunions d'information sont projetées, qui doivent permettre d'opposer au dynamisme de la droite, un dynamisme tout aussi grand. Il ne suffit pas de revendiquer des postes, il faut disposer de gens assez préparés pour les tenir.

Au sein de la S.I.C.A.

Au fond, le tort de la gauche a été de s'être laissée prendre de vitesse. Les idées d'organisation du marché



(Photo Tribune.)

Toute forme de regroupement n'est pas bonne...

sation. Et peut-être, en effet, ces derniers ne font-ils pas tout ce qu'ils pourraient pour faire tomber les préventions, la méfiance à leur égard. La preuve peut être fournie par les récentes élections au poste d'administrateur, dans le secteur de Lanmeur. Dans ce canton (dont le représentant au Conseil général est justement Tanguy-Prigent) c'est un homme appartenant au même courant que Gourvenec qui vient d'être élu. Le Trégorrois élitant un homme de droite ! La gauche s'est sentie tout à coup mal à l'aise. Il y a, à ce fait, deux explications. D'abord, il semble bien que le principe de l'élection à bulletins secrets et sans candidats déclarés (principe démocratique, à première vue, et qui a fait ses preuves) a subi quelques entorses et qu'il y ait eu des candidatures « en dessous ». Il faut bien reconnaître, ensuite, que la gauche, à la S.I.C.A., est isolée et dispersée. La droite a un sens de l'entraide que ne possède pas la gauche, et qui lui permet de prendre des initiatives et de placer ses hommes, de les soutenir, de les pousser. Il y a, à gauche, une tradition d'intégrité, qui laisse les militants désarmés et les rend incapables de monter une cabale pour s'emparer d'un poste. C'est parfois un désavantage. Aussi commencent-ils à prendre conscience de leur poids (car, lorsque la S.I.C.A. se targue de sa représentativité, c'est bien en incluant dans ses forces les secteurs de gauche) et de la nécessité d'une cohésion plus grande. Il leur faut rattraper le retard pris dans le domaine de la formation, de l'intéressement des militants aux problèmes économiques,

étaient dans l'air depuis longtemps déjà. Lorsqu'elles se sont trouvées traduites dans les faits, quelle attitude fallait-il adopter ? « Tout le monde en avait marre, nous disent Kersauzon et Penn. La S.I.C.A. était nécessaire. Il fallait organiser quelque chose. Si la S.I.C.A. ne s'était pas créée, les Indépendants ne se seraient pas « organisés » non plus. Il était impossible de continuer comme avant, comme s'il n'y avait rien de changé, et comme s'il n'y avait la possibilité de rien changer. Il y a eu la prise de conscience qu'il ne fallait plus être désarmé devant l'acheteur, soumis à sa bonne volonté. Ceux qui rouspétaient étaient mis à l'index, et ne pouvaient vendre leurs primeurs. Il fallait arriver avec sa charrette, de bonne heure, attendre pendant des heures, alors qu'il y avait du travail à la maison, et revenir aussi bien avec son chargement invendu. » Ce qu'on a appelé la « moralisation » du marché, c'est d'abord cette volonté de supprimer les tractations, les marchandages, les fraudes, parce que tout cela se retournait finalement contre le paysan ; de déterminer un cours public auquel chacun puisse se référer. C'est à cette discipline de marché que les Indépendants ont du mal à se plier. Aujourd'hui encore, même lorsqu'ils acceptent l'idée d'un marché organisé, ils réclament qu'il y ait une demi-heure ou une heure de marché libre, ce qui est impossible, car ce serait faire renaître les manœuvres de division. Individualisme, espoir de s'en tirer, chacun de son côté, désir de sauvegarder une situation privilégiée ? Il y a aussi le fait que bien souvent on continue à

raisonner en termes de spéculation, comme si les conditions économiques étaient les mêmes qu'il y a cinquante ans, comme si l'on était encore en régime de protectionnisme et comme si n'existait pas la concurrence nationale et internationale. Une petite mésaventure survenue dans la région tout récemment montre la vanité de tels raisonnements : alors que le cours de l'oignon était à 35 francs les 50 kilos, beaucoup ont cru qu'il était possible de stocker la production d'oignons et d'attendre que le prix monte. Par le biais d'importations, il a été facile, au gouvernement, de faire tomber rapidement le cours à 10 francs. Il est impossible de raisonner comme si la Bretagne était le seul producteur de primeurs, alors que le nord-est du Finistère ne produit que 150.000 tonnes de choux-fleurs et que l'Italie va porter sa production à un million de tonnes. C'est donc sur le plan de l'organisation de l'activité agricole que se place la survie de la région. Quantité et qualité, ce sont les deux impératifs que se fixent les paysans. Des expériences diverses sont tentées, des cultures nouvelles sont envisagées, des modifications importantes sont en cours, et jamais les paysans n'avaient suivi autant de séances de vulgarisation. Mais, dans la perspective de ces transformations, on ne peut continuer avec des moyens archaïques. L'individualisme est révolu, on s'achemine vers une agriculture de groupe. A Plouénan, par exemple, des agriculteurs se sont groupés, pour tenter l'expérience de la culture de la carotte et de l'oignon, mettant en commun les moyens de production, acceptant une discipline de vente (80 p. 100 de la production sont vendus par le groupe, les 20 p. 100 restants étant en vente libre). Rejetant les formes de spéculation, c'est dans la régularité de la production qu'ils fondent leurs espoirs.

Notre rôle

Il est bien évident que toute forme de regroupement n'est pas bonne. Et c'est ici qu'apparaît nettement le rôle qui peut être celui du parti. Dans cette région, où aucune organisation semblable à la J.A.C. n'apporte une formation, tant professionnelle qu'économique, aux militants de gauche, c'est au P.S.U. qu'incombe la charge d'assurer la cohésion de ce secteur. Il peut mettre en garde contre certaines tentations qui feraient dévier les tentatives en cours, jouer un rôle de contestation et éviter la mainmise de certains sur l'organisation, la bureaucratisation aussi de ses activités. Il faut empêcher que ne se reproduisent les évolutions qui ont marqué beaucoup de coopératives, où l'extension des activités, la lourdeur de la gestion ont contribué à resserrer le pouvoir entre les mains de quelques-uns, à couper les organismes de direction de la masse des adhérents, à priver ceux-ci d'un outil de promotion sociale.

Le rôle du parti est donc d'impulser la formation et d'assurer la cohésion de ceux qui ont les mêmes réactions, face à l'évolution de l'agriculture. C'est aux mêmes conclusions qu'aboutit un autre camarade, Hervé Charles, de Plouézoch. Pour lui, le rôle du P.S.U. est de regrouper (de chercher à regrouper) ceux qui, à l'intérieur ou en dehors de la S.I.C.A., se posent les mêmes problèmes, et aussi de proposer des solutions : doit-on s'en tenir au marché traditionnel, doit-on rechercher de nouveaux liens entre producteurs et consommateurs, doit-on s'orienter vers la constitution de coopératives ? Bref, il est d'empêcher que les regroupements de producteurs ne soient à l'origine d'une nouvelle forme de capitalisme de groupe, que l'intégration de l'agriculture à l'économie générale du pays ne soit que la collusion avec les intérêts des classes dirigeantes, il est de tracer les perspectives qui permettront de sauvegarder les solidarités fondamentales entre tous les travailleurs.

LA BATAILLE DU LAIT

Le
gouvernement
a déjà reculé

L'AGITATION paysanne, qui s'est développée en particulier sous la forme dure de vendre le lait au prix d'été, a contraint le gouvernement à reculer. Il a repoussé d'entrée en vigueur de ce prix au 28 avril, les paysans gagnant quatre semaines.

Mais, pour diviser les producteurs, il n'appliquerait cette mesure qu'au lait livré pour la consommation et non à celui qui est transformé (beurre, fromages), ce qui ne représente que le quart de la production. Le « geste » du gouvernement a accru le mécontentement des paysans qui ont dénoncé cette nouvelle manœuvre et qui réclament maintenant le report du prix d'été au 1er juin.

Une position de force

La F.N.S.E.A., néanmoins, ne cherche pas à mobiliser la paysannerie, d'une part parce que le retour du beau temps ne se prête guère à l'abandon des champs, et d'autre part parce que l'extension de l'agitation poserait le problème de son débouché sur la politique, domaine où le syndicalisme agricole est totalement divisé. Ce qui explique le nouveau « sursis » accordé au gouvernement et la poursuite des conciliabules dans les antichambres ministérielles.

Pourtant, le Pouvoir est inquiet, il craint que la généralisation du mécontentement ne provoque une remise en cause globale de la politique Pisani. Le grève des mineurs a fait impression dans les campagnes, même si les organisations agricoles, hormis le C.N.J.A., ne l'ont pas soutenu. D'où l'agitation fébrile des élus U.N.R. qui ont peur de se retrouver une fois encore hors du coup.

Même si nous pensons que la revendication axée sur le seul niveau des prix est insuffisante pour résoudre valablement les problèmes, il n'empêche que la paysannerie est actuellement en position de force et qu'elle doit savoir en profiter. C'est à la base de lancer l'action, elle sera payante.

De toute façon, la lutte n'est pas terminée ; à suivre donc.

J.-C. Barigel.

LANGUEDOC : le gouvernement soutient le capitalisme américain

NOUS avons été les premiers dans la presse politique à dénoncer — dès le 9 février — le projet de la Libby's de construire une conserverie dans le Languedoc. Il y a quinze jours, A. Benoist rappelait les grandes lignes de ce projet. Il est temps aujourd'hui d'essayer de faire le point. A l'heure actuelle, Pisani paraît de plus en plus disposé à soutenir « Libaron », les réactions des producteurs ont été unanimement opposées au projet primitif, mais certains envisagent d'accepter la création si plusieurs garanties sont offertes (pas d'importations, respect de la législation foncière). D'autres comme les jeunes agriculteurs estiment qu'une conserverie coopérative devrait jouer le rôle dévolu à la Libby's. Il nous semble qu'un contre-projet doit être mis sur pied rapidement si l'on veut se battre avec le maximum de chances de succès. L'affaire de la Libby's est maintenant un test ; il faut faire triompher une solution non-capitaliste. A cet égard, nous livrons à la réflexion de nos lecteurs, des extraits de l'article publié par nos camarades de Béziers, dans leur Bulletin « La voix du militant ».

J.-C. B.

L'article rappelle tout d'abord que, dès la campagne des élections cantonales en mai 1961, notre camarade Couveur avait dénoncé ce qu'on nomme « l'intégration verticale de l'agriculture ».

Or, le projet du « Libaron » est très précisément un projet caractéristique d'intégration de la production agricole dans le régime capitaliste ! Le principe est au départ très séduisant : la possibilité de mettre en conserve les fruits et les légumes sur les lieux mêmes de production est d'un intérêt certain pour l'économie de toute une région. L'écoulement de la production peut être ainsi étalé dans le temps, aussi bien que dans l'espace : les cours peuvent être maintenus si le producteur n'est plus obligé de vendre sa récolte dès la cueillette faite, puisqu'il a la possibilité de la faire mettre en conserve ; par ailleurs la conserve peut être expédiée plus loin, et avec moins de risque que des fruits ou des légumes frais. La conserverie géante, filiale du trust américain Libby's, apporte outre ces avantages, un réseau commercial extrêmement étendu, très dense, prêt à prospecter dans les pays d'Europe, dans le cadre du Marché Commun.

Cette société industrielle et les producteurs de fruits ou de légumes passent des contrats de production portant sur les normes de qualité, les quantités, les périodes de livraison, etc. Mais, revers de la médaille, c'est très vite le plus puissant des contractants qui domine le marché : c'est lui qui fixe unilatéralement les clauses des contrats. En outre, c'est la Société elle-même ou ses filiales qui fournissent aux agriculteurs le matériel d'exploitation ou les produits dont il a besoin.

Ce système aboutit très vite à la

prolétarianisation de l'agriculteur et à la perte de son indépendance.

Une telle évolution s'est déjà produite, et dans un passé très proche, dans des régions de France peu lointaines, et dans des secteurs agricoles assez voisins, puisqu'il s'agissait de producteurs d'œufs, de poulets ou de porcs...

Le gouvernement soutient le projet « Libaron »

Tout problème économique a ses dimensions politiques, et nous affirmons que le fait de réserver à une entreprise capitaliste privée et, qui plus est, étrangère, la phase la plus rentable du processus de conditionnement et d'élaboration des produits de notre sol est un choix politique délibéré de notre gouvernement !

On constatera, en effet, qu'une fois de plus, une société capitaliste privée va utiliser les possibilités techniques d'une entreprise qui, sans être une entreprise nationalisée, n'en est pas

moins une société d'économie mixte, de caractère semi-public : « La Société d'Aménagement du Bas-Rhône-Languedoc ».

Nous dénonçons le refus d'un gouvernement qui se prétend social de donner aux travailleurs de la terre la possibilité de trouver des solutions à leurs problèmes en participant aux opérations de distribution des produits de leur travail. M. Pisani, lorsqu'il est venu dernièrement à Montpellier célébrer les vertus de « l'interprofession », a clairement exprimé l'opposition des Pouvoirs publics à une extension des activités des coopératives dans le sens d'un contrôle de la commercialisation des produits par les producteurs eux-mêmes.

Le gouvernement est donc complice des groupes financiers qui se préparent à exploiter nos paysans, et cela ne doit pas nous surprendre : tout problème technique comporte une solution capitaliste, et une solution socialiste : ce ne sera jamais la seconde qui sera retenue sous le régime gaulliste !

Il est surprenant de constater que dans une région où l'implantation des partis collectivistes est traditionnellement si forte, pas un seul contre-projet de caractère socialiste n'ait été étudié et proposé...

Sans doute est-il plus facile de parler du quantum, des importations ou de rendre les accords d'Evian responsables de l'entrée en France de vins algériens...

Rappelons pour mémoire qu'au début du siècle les viticulteurs de Maraussan, en créant la première cave coopérative de la région (et même de France) prenaient en même temps contact avec les coopératives ouvrières de consommation des grands centres urbains...

Avons-nous fait depuis réellement fructifier le fond socialiste que nos prédécesseurs nous ont légué ?

(1) « La voix du militant », numéro 49, 22, avenue Wilson, Béziers (Hérault).

2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES
ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son rayonnement, l'histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'Édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire « Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7^e ».

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)...
la dernière merveille (L'EXPRESS)...
indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)...
un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)...
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

CONDITIONS DE FAVEUR

(FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1^{er}) Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.

2^e) les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile

Transport, emballages gratuits

Faculté de retour

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres

en 3 mensualités en 10 mensualités.

Je choisis de régler comptant

Veillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, de la première mensualité soit _____ fcs en un chèque chèque postal joint à

(Librairie Pilote - C.C.P. 13.905-31) mandat Veillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la totalité de ma commande de la 1^{re} mensualité.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures la colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

n° de C.C.P. ou bancaire _____

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

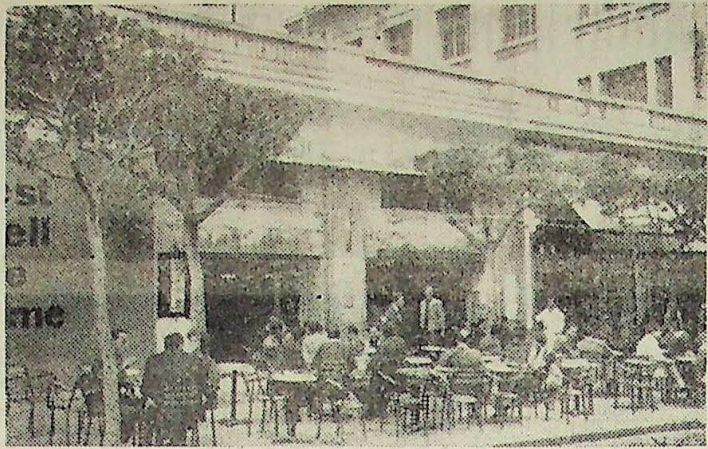
Voici enfin réédités dans une magnifique édition illustrée tous les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN



14 vol. reliés 24 par mois
Veillez m'adresser GRATUITEMENT et sans engagement de ma part votre brochure illustrée de 16 pages sur les chefs-d'œuvre d'Erckmann Chatrian

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30, rue de Grenelle 7^e

T.6. 3



« L'Automatic » de Lagailarde, aujourd'hui comité de gestion, est géré par des étudiants.

L'ALGERIE

Mesures partielles

OUI, l'Algérie du pied-noir est morte. L'impression la plus tenace qui s'impose après quinze jours de promenades et de contacts à Alger est qu'un monde s'est définitivement écroulé. Le nouveau visage d'Alger ? Essentiellement le calme et la sécurité qui y règnent, l'effervescence aussi ; la frénésie sympathique qui précède toujours les grandes périodes de construction. Après des années de luttes sanglantes, la capitale de l'Algérie indépendante a perdu son tragique visage de terreur et de mort. Après le « temps du mépris » qui coûta aux deux communautés tant de vies humaines, voici qu'apparaît celui de la dignité.

Européens et Musulmans

Pour le flâneur qui déambule dans Alger, un an après l'indépendance, la rue offre le spectacle banal et multicolore de toute grande ville méditerranéenne. On cherche en vain les traces des graffiti qui surchargeaient les murs blancs des immeubles. Devant le calme et la blancheur d'Alger, je fis part de mon étonnement à un ami Algérien, journaliste à *Al Chaab*. Celui-ci m'expliqua : « Depuis six mois, la physionomie d'Alger s'est complètement modifiée ; la circulation était nulle, trois magasins sur quatre étaient fermés. Quant aux murs de la ville, ils étaient bariolés de slogans contradictoires. Mais la semaine qui a précédé les fêtes du 1^{er} Novembre fut une véritable semaine de « grand nettoyage ». Plus de mille employés municipaux et de nombreux policiers procédèrent à la toilette de la ville rue par rue et, en huit jours, Alger redevenait « Alger la Blanche ».

Dans la casbah, où le pittoresque n'enlève rien au sordide, certaines ruelles gardent encore leurs inscriptions comme pour rappeler aux étrangers le souvenir d'une époque douloureuse. « Vive le G.P.R.A. ! », « Un seul héros, le peuple ! » voisinent avec des mots d'ordre écrits en arabe. Dans ces rues étroites, tout un monde multicolore vend, achète, gesticule et palabre bruyamment. Aujourd'hui, dans les petites ruelles de la casbah, comme dans les grandes artères d'Alger, Européens et Musulmans se côtoient comme si la guerre ne les avait jamais séparés. Mais les Européens que l'on croise maintenant dans la rue d'Isly ou dans la rue Michelet, rebaptisées rues Ben-Méhidi-Larbi et Didouch-Mourad, ont plus souvent l'accent de Pantin ou de Valenciennes que celui qui fit la réputation de la « famille Hernandez ».

En effet, les nombreux Français arrivés pour travailler ici ont été rapidement adoptés par la population algérienne, et il n'est

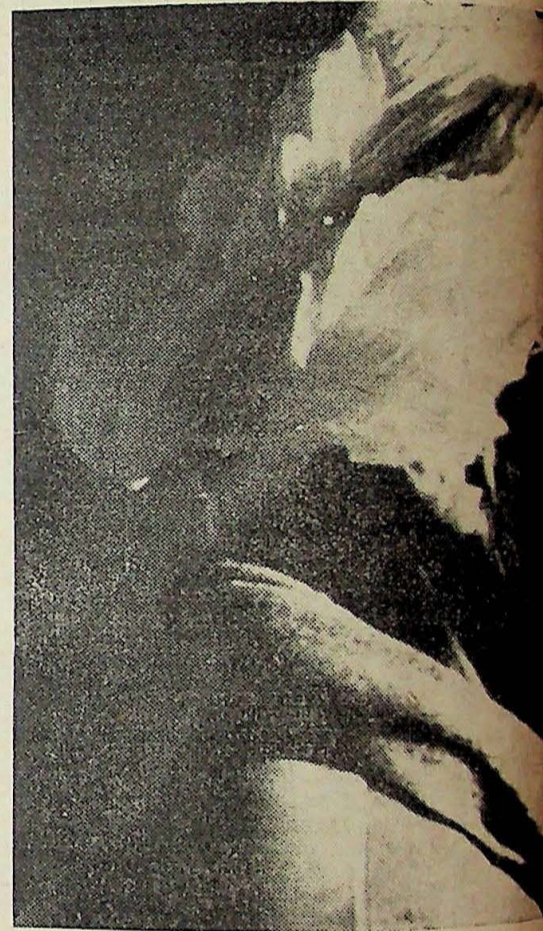
pas rare de rencontrer à la même table d'une terrasse de café Français et Algériens commenter de vive voix les dernières décisions gouvernementales.

Le nombre des pieds-noirs restés en Algérie s'élève aujourd'hui à 125.000, dont 70 p. 100 à Alger. Ils ne se mêlent pas volontiers aux Français de France. Regroupés en haut de la rue Michelet, ils ne se

Notre envoyé spécial, Dominique Laury, vient de passer quelques semaines en Algérie. Il a rencontré différents responsables qui travaillent pour l'Algérie de demain. Qu'il s'agisse des cadres des comités de gestion, de la jeunesse ou de l'U.G.T.A., tous, dans cet Etat qui entre dans sa deuxième année d'indépendance, vivent une expérience dont on ne mesure pas encore la portée.

Aujourd'hui, un pied-noir lui résume l'état d'esprit des Européens : conviction politique ou amertume.

Reportage photographique Tribune Socialiste et Dominique Laury.



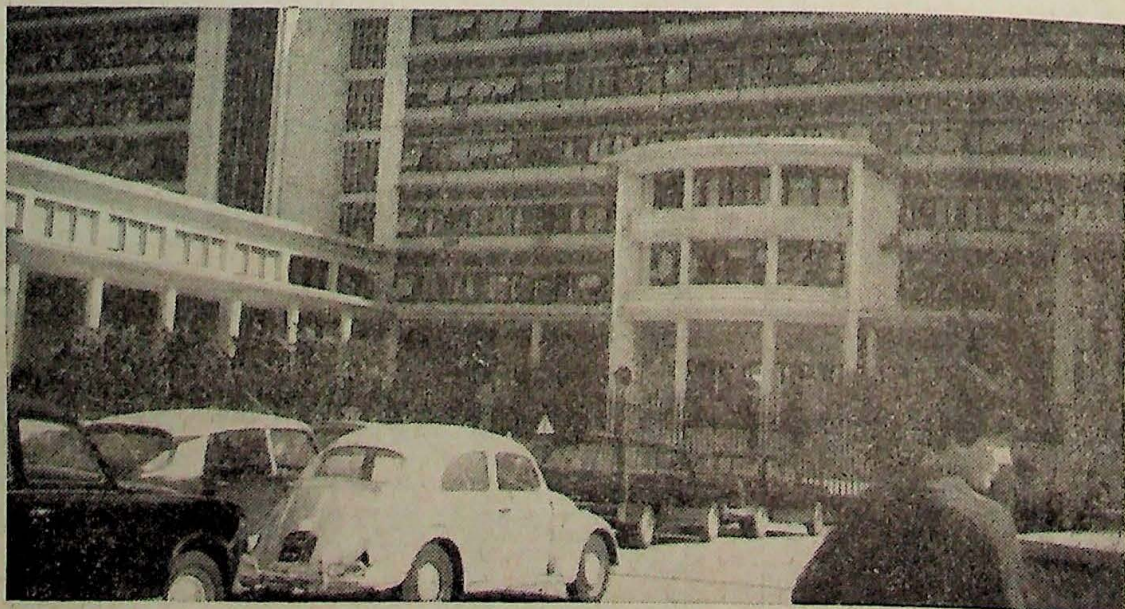
Hier fellah, aujourd'hui, président

manifestent guère plus bas que la grande poste. « Certes, m'a avoué un pied-noir, nous descendons parfois jusqu'au square Bresson (aux portes de la casbah), mais c'est pour une course importante, et nous remontons rapidement chez nous. »

La soif d'apprendre

Les jeunes pieds-noirs se retrouvent parfois à la brasserie des Facultés, mais ils doivent partager la terrasse avec les nombreux Algériens qui fréquentent aujourd'hui cet ancien fief des étudiants O.A.S. Non loin de là, se dresse l'« Automatic », où Lagailarde prêchait la violence au nom de l'Algérie française à un auditoire de jeunes fanatisés. Maintenant, l'« Automatic » porte le nom de « Cercle Abderhamane Taleb », héros mort pour l'indépendance. La direction du cercle est assurée par un comité de gestion formé d'étudiants. A la terrasse, l'on parle révolution, socialisme, contradictions du capitalisme. Devant moi, à une table, un groupe d'étudiants algériens décortiquent le dernier discours du président Ben Bella, et les mots « socialisme » et « coopération » reviennent comme un leitmotiv. Une soif d'apprendre s'est emparée de la jeunesse algérienne. Elle connaît la lourde responsabilité qui lui incombe : prendre en main l'avenir du pays.

Dans la rue Didouch-Mourad, le libraire fait des affaires d'or. A la vitrine, Karl Marx voisine avec Frantz Fanon et Freud, tandis que Mao tsé-Toung frôle le dernier ouvrage de Dumont : *L'Afrique noire est mal partie*. La presse s'arrache dès que sortie et les journaux de France ne sont pas les moins lus. *L'Observateur* et *l'Express* se partagent, avec *Révolution Africaine*, la préférence des étudiants algériens.



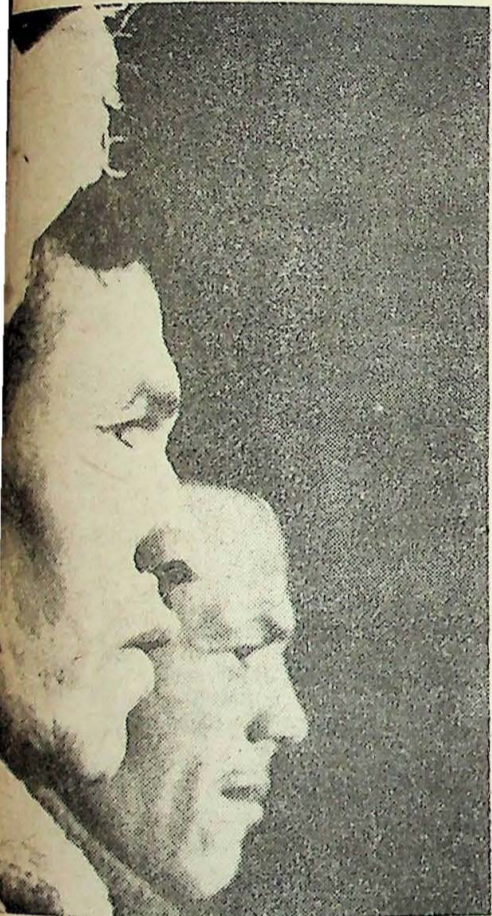
Le Palais du gouvernement : un tout au tre style sans changement de décor.

L'HEURE DU CHOIX

es ou marche vers le socialisme

Entretien avec un pied-noir

Je suis resté quinze jours en Algérie, j'ai pris contact avec de nombreux responsables d'organisations, rencontré des personnalités gouvernementales, des ouvriers et étudiants algériens ; avec tous j'ai pu avoir de longues conversations. Mais rencontrer un pied-noir qui veuille bien avoir un entretien avec moi ne fut pas tâche aisée.



(Cliché coopérative F. Fanon.)

Comité de gestion d'une ferme.

sée. Les jeunes vous fuient comme la peste, les vieux se taisent, écrasés par le poids de leur défaite. Après de nombreux échecs, le hasard m'a permis de rencontrer un ingénieur déterminé à rester en Algérie.

Il a bien voulu être le défenseur des pieds-noirs et résumer l'état d'esprit de ceux qui ont décidé de tenter leur chance dans l'Algérie nouvelle.

« Si je suis resté en Algérie, c'est avant tout parce que je refusais de céder à la panique. Remarquez, je comprends ceux qui sont partis, nous avons eu l'exemple du Congo où, au lendemain de l'indépendance, les massacres et les viols se sont succédés. De nombreux pieds-noirs ont craint que se produisent ici les mêmes tueries. Pour moi, j'ai un bon métier, je n'ai jamais eu d'histoires avec les musulmans et surtout je ne veux pas remettre les pieds en France. Du moment qu'on me laisse travailler en sécurité, il n'y a pas de raisons pour que je parte. »

— Vous dites que vous ne voulez plus remettre les pieds en France. Pourquoi ?

« Les Français de la métropole détestent ceux d'Algérie. Rappelez-vous le résultat du référendum : oui à 85 p. 100 pour l'autodétermination. Comment sont reçus les rapatriés ? Comme des chiens. En France, les pieds-noirs se sentent des expatriés à qui l'on fait l'aumône. Il suffit de faire quelques kilomètres dans Paris à bord d'une voiture immatriculée 9 A pour comprendre comment nous sommes considérés. »

Tandis qu'il me parlait, je pensais qu'il vivait sur une idée toute faite des métropolitains, mais sa bonne volonté m'engageait à poursuivre : « Ne craquez-vous pas que l'F.O.A.S. y soit pour quelque chose ? »

« Mon cher monsieur (mon interlocuteur se lève, sa voix devient grave), l'F.O.A.S., personne n'a compris, en Métropole, ce que cela signifiait. Ici, tout le monde était pour l'F.O.A.S., moi compris, car elle représentait notre dernier espoir après avoir été trahis par de Gaulle. En France, on considérait l'F.O.A.S. comme fasciste ; à chaque fois que l'on veut se séparer de quelque chose, on crie au fascisme. L'F.O.A.S. a été la réponse à la tromperie de de Gaulle. Le 13 mai, nous avions été encouragés par de Gaulle, puis par les autorités, toute l'armée était avec nous, puis ce fut l'abandon, et les généraux ont suivi ; seuls, quelques-uns parmi les meilleurs ont refusé de brader l'Algérie comme le fut l'Indochine. »

— Vous oubliez la terreur et les massacres perpétrés par l'F.O.A.S. ?

Mon interlocuteur se fâche. « Quand l'F.O.A.S. s'est aperçue qu'il n'y avait que le terrorisme qui payait, elle a employé les mêmes moyens que l'adversaire. N'oubliez pas que le F.L.N. a inauguré la torture en Algérie, j'en ai la preuve. »

Comment lui faire comprendre, dans ce bref entretien, que la violence en Algérie n'a pas commencé le jour où quelqu'un, de quelque bord qu'il fût, jeta une bombe, mais quand le colonialisme, pour se maintenir et exploiter le pays, condamnait la population à la plus sordide misère ? Je lui fis observer : « Et les nombreux hitlériens, fascistes notoires, que l'on a arrêtés ? »

« Bien sûr, répliqua-t-il, quand l'F.O.A.S. manqua d'hommes, elle a pris tous ceux qui voulaient bien soutenir son action, mais, au début, l'F.O.A.S. ne représentait que des soldats dignes de ce nom. Croyez-moi, les tueurs ne sont pas de notre côté, ce titre revient à l'armée française qui, le 26 mars 1962, s'est distinguée en assassinant quatre-vingt-quatre Français qui faisaient une démonstration de sympathie aux habitants de Bab el Oued. L'armée a laissé approcher la foule et a tiré sans sommation. »

— Il a été reconnu que les premiers coups de feu furent tirés des balcons où s'abritaient des membres de l'F.O.A.S.

« Des mensonges, de la propagande, on a dit tant de choses... que les pieds-noirs voulaient s'emparer du pouvoir en France... Quel bluff ! On ne pensait qu'à garder l'Algérie française, un point c'est tout. Algérie française, nous l'étions tous, maintenant nous avons perdu, il faut accepter ou partir. »

« Ben Bella n'est pas un mauvais bougre... »

— Les pieds-noirs qui restent en Algérie pourront-ils, un jour, avoir des rapports cordiaux avec les musulmans ?

« Cela m'étonnerait fort : il y aura toujours un malaise entre les deux communautés. »

Mais la sécurité en ville est totale.

« C'est exact, mais c'est peut-être provisoire. Ben Bella n'est pas un mauvais bougre, il sait tenir ses hommes, mais restera-t-il au pouvoir ? Et comment sera disposé envers les Européens celui qui lui succédera ? Pouvez-vous me le dire ? Non, croyez-moi, nous ne nous sentirons jamais plus à l'aise dans ce pays. Que chacun vive en paix de son côté et puisse travailler, c'est tout ce qu'on demande. »

— Que pensez-vous des dernières décisions de Ben Bella ?

« La réquisition du domaine de Borgeaud, cela ne me dérange pas ; Borgeaud a de quoi vivre dans les banques suisses, mais j'ai bien peur que les petits colons fassent encore les frais de ces nouveaux décrets. »

— Et la coopération ?

Mon interlocuteur ne me laisse même pas terminer ma phrase, il déclare en souriant :

« Ben Bella joue intelligemment, il se sert de l'argent français pour construire son socialisme. C'est ça, en définitif, la coopération. Mais tout cela ne m'intéresse pas ; pour moi, la page est tournée ; si on me laisse travailler en paix, ce pays deviendra peut-être le mien. »

Avant de me quitter, cet ingénieur demande à garder l'anonymat.

En somme, la déception et une certaine délectation à revenir sur le passé, plutôt que d'essayer d'envisager courageusement l'avenir. Tenter sa chance dans l'Algérie nouvelle ? Il ne m'en a pas parlé. Que cherche-t-il ? Un travail assuré et une vie tranquille au sein de ses pareils. Il ne reste pas par conviction, mais par inertie.

Faut-il généraliser ? Je ne le pense pas. Mais quoi ? Ce pied-noir ne représente pas le nouveau visage de l'Algérie, et je quitte cet ingénieur pour aller retrouver mes amis du journal *Al Chaab* au café des Cinq-Avenues.

L'Algérie du pied-noir est bien morte. A celle-ci, nostalgique, s'oppose comme en diptyque l'Algérie nouvelle en construction, passionnante et complexe.

Dominique Laury.

PROCHAIN ARTICLE : L'Algérie à l'heure des comités de gestion

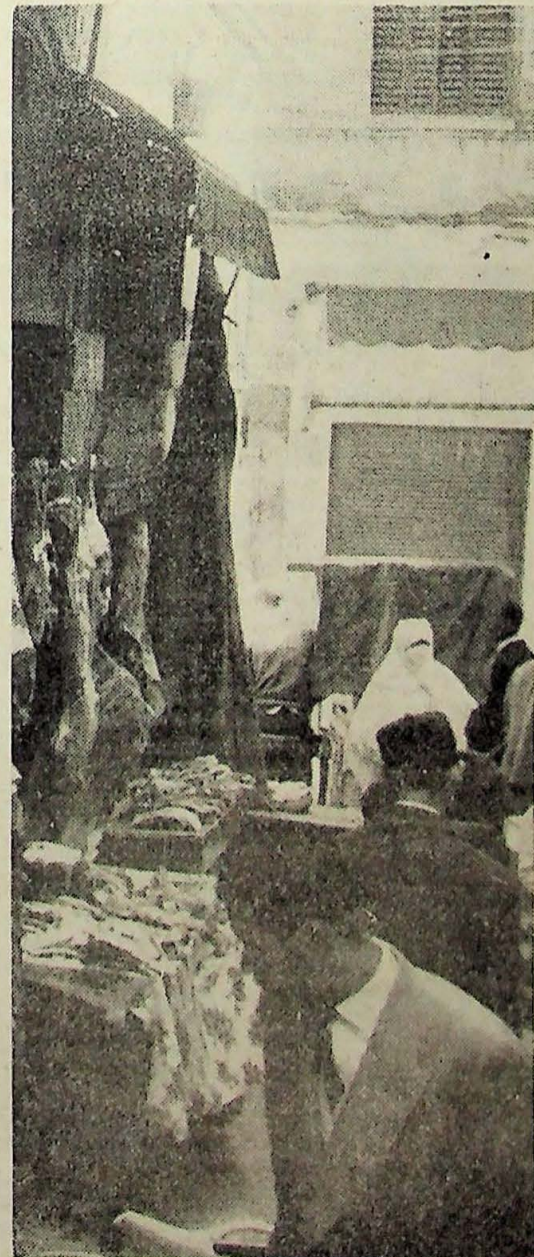


Photo Tribune

Dans les petites ruelles de la Casbah, comme dans les grandes artères d'Alger, Européens et musulmans se cotoient comme si la guerre ne les avait jamais séparés.

EN SURVOLANT LE MONDE

JORDANIE, NASSER, ISRAËL ET KENNEDY

DEPUIS les derniers événements du Moyen-Orient, les experts internationaux s'attendaient à ce que cela bouge en Jordanie. Le petit roi Hussein, cramponné à son trône, protégé par sa fidèle armée bédouine — les Rats du désert — avait jusqu'ici échappé à la vague nassérienne, grâce, il faut bien le dire, aux Américains, qui ont quelques intérêts pétroliers dans ce pays désolé... De plus, la Jordanie, contrôlée par les Occidentaux, constituait un tampon com-

mode entre Israël et les agressives républiques arabes.

Mais le temps des monarchies est révolu, même au Moyen-Orient. Il n'en reste plus que deux, l'Arabie Séoudite et la Jordanie. Par contre, l'armement de l'Égypte s'accroissant en même temps que son prestige, il devenait urgent pour les États-Unis de concevoir une nouvelle politique leur permettant à la fois de concilier les partisans de l'unité arabe et d'éviter un conflit menaçant entre Israël et la

R.A.U. On dit que les récents troubles jordaniens serviraient cette nouvelle politique.

On dit que les U.S.A. auraient décidé d'abandonner Hussein à son triste sort. Le journal israélien *Haaretz* rapporte que des conversations auraient eu lieu entre Israël et des envoyés de la Maison Blanche en vue d'un règlement pacifique de cette guerre tour à tour froide et chaude que se livrent Nasser et Ben Gourion.

Le plan des États-Unis serait le suivant : profitant des trou-

bles éclatant en Jordanie, une junte militaire, favorable à la R.A.U. prend le pouvoir, Israël menace alors d'entrer en guerre et les U.S.A., jouant les « bons offices », proposent un traité de paix à Nasser en échange de la Jordanie.

Mais nous n'en sommes qu'au début... Le roi Hussein a l'air de vouloir résister. Dans ce Moyen-Orient en fusion, les plans les plus sûrs ne sont pas toujours conduits à leur terme.

Roger Bourrier.

ALGÉRIE : le vrai conflit, la nature du parti

FAISANT état de « divergences fondamentales » sur l'opportunité de réunir un congrès F.L.N. avant l'expiration du mandat de l'Assemblée constituante, Mohamed Khidder annonçait, le 17 avril, sa démission de secrétaire général du bureau politique. Il restait membre de cet organisme à la tête duquel il était aussitôt remplacé par le président Ben Bella.

Le « Monde » daté des 21-22 avril publie une déclaration de Khidder disant à la fois qu'il n'y a pas eu de « conflit grave » entre Ben Bella et lui et qu'il s'est retiré pour éviter à son pays « le risque d'un affrontement ».

A en juger par le discours de Ben Bella du 3 avril et par la conférence de presse de Khidder du 10 avril, il semble qu'il y ait divergence sur la conception du parti à construire au sein de la direction de la Révolution algérienne. Ce n'est sans doute pas la seule. Mais l'importance du F.L.N. — parti unique — dans le contexte algérien lui donne un caractère essentiel. Le problème du parti est d'ailleurs toujours impor-

tant. La scission bolcheviks-mencheviks s'est faite sur cette question. C'est aussi en grande partie sur les problèmes du parti qu'ont porté les divergences au sein de la direction de la révolution russe en 1923, au moment où Trotsky réclamait un « cours nouveau ». Enfin, si Castro a chassé Escalante de la direction des Organisations révolutionnaires intégrées, c'est parce que, selon ses propres termes, il y construisait non un parti révolutionnaire, mais « un tas de fumier ».

Ben Bella veut un parti qui soit « une minorité d'avant-garde... encadrant les adhérents des organisations nationales

et syndicales... les volontés populaires, les énergies tendant à l'édification d'une société socialiste et révolutionnaire ». Pour cela, 100.000 militants lui suffisent. Mais il faut que ce soient des militants et non de simples adhérents ou des sympathisants. Il veut un parti de cadres, non seulement pour asseoir les bases du socialisme en Algérie, mais aussi dans la perspective du développement de la révolution dans toute l'Afrique — où la révolution algérienne apporte un soutien actif aux forces qui luttent contre le colonialisme, en Angola notamment — et dans le monde arabe où, dit Ben Bella, « il s'agit avant tout de se débarasser de ces « canail-

les » que sont l'émir Badr et Ibn Séoud ».

Khidder — qui chiffre l'effectif actuel du F.L.N. à 250.000 membres — défend la conception du parti de masse.

« Le prochain congrès du F.L.N., dit-il, ne sera pas le congrès des responsables du parti F.L.N. tel qu'il existera au moment où se tiendra le congrès, mais le congrès de tous les responsables révolutionnaires où qu'ils se trouvent, soit au sein du parti, soit en dehors. » Et il ajoute : « Les responsables du parti ne se trouvent pas tous au parti. Il y en a dans les ministères, dans les administrations, dans les ambassades, et d'autres que nous n'avons pas encore détectés. »

C'est à un congrès issu de ce regroupement des « responsables de la révolution » aujourd'hui dispersés — dans et hors du F.L.N. — que Khidder voudrait confier le soin d'examiner la Constitution avant qu'elle ne soit soumise au vote de l'assemblée chargée de l'élaborer.

Dans ces conditions, la question de la date du congrès — motif officiel de la démission de Khidder — apparaît comme relativement secondaire. Et il est clair que des militants qui souhaitent la réunion rapide du congrès du F.L.N., comme c'est le cas, d'après Khidder, du colonel Boumediène, peuvent en même temps, sur la question de la nature du parti à construire, adopter la position du président Ben Bella.

Albert Roux.

« L'Aigle », l'U.N.R. et le Parlement européen

(De notre correspondant dans le Haut-Rhin, Louis FOULLERON)

DANS un cabinet particulier du célèbre hôtel « A l'Aigle », de Godesberger (Rhénanie), sept convives étaient attablés : trois U.N.R., MM. Baumel, secrétaire général de l'U.N.R.; l'ancien ministre Christian de la Malène; le général Billotte, tous deux députés, et quatre Allemands de la République fédérale : Friedrich Zimmermann, le secrétaire général de la C.S.U. (Union chrétienne sociale bavaroise, dont l'ancien ministre Strauss est le président); Heinrich von Brentano, le président de l'Union démocratique chrétienne (C.D.U.) au Parlement fédéral; Ernst Majonica (C.D.U.), enfin l'ancien ministre fédéral Hans Joachim von Merkatz, autre membre du parti allemand (D.P.), aujourd'hui membre très conservateur de la C.D.U.

Après que l'on eut, pendant le dîner, fait connaissance, tous se rendirent au domicile de von Merkatz, au n° 62 de la Waldstrasse, sur la colline dite des « millionnaires », pour continuer la conversation dans une atmosphère plus intime.

Le secret concernant ce rendez-vous, toujours remis — étant donné la méfiance des Allemands vis-à-vis des gaullistes — le secret, disons-nous, avait été si bien tenu du côté allemand que ce ne fut que quinze jours plus tard, juste un jour avant le débat au Parlement allemand sur le traité franco-allemand, que la chose fut connue.

Les indiscretions vinrent de Paris où l'on avait fêté cette rencontre comme « un événement important sur la route d'un rapprochement franco-allemand plus étroit ».

Par contre, le chef de la fraction C.D.U. au Parlement, von Brentano, se trouvant retenu dans sa ville na-

tale de Darmstadt par suite de la grippe, ce fut le chef de la presse de la fraction C.D.U., M. Ackermann, qui réfuta cette interprétation gaulliste de la rencontre en déclarant : « Les conversations n'ont été qu'une prise de contact, la C.D.U. ne pensant pas du tout « en faire une organisation permanente sur le plan des partis. » M. Ackermann ajouta :



(Photo Tribune.)

Von Merkatz, l'homme qui établit le contact entre les gaullistes et la C.D.U.

« Nous voulons continuer à entretenir, comme cela l'a été jusqu'à présent, nos relations avec le M.R.P. Rien n'est changé. »

Cette déclaration avait été rendue nécessaire par l'émotion qui s'était

fait jour parmi les membres de la C.D.U. et dans les rangs du M.R.P. car, au Parlement de l'Europe, à Strasbourg, on sait que les députés de la C.D.U. et de la C.S.U., ceux du M.R.P. et des autres partis chrétiens de l'Europe des Six appartiennent tous à une fraction dite de la « démocratie chrétienne » tandis que les gaullistes, eux, se retrouvent avec d'autres délégations européennes dans la « fraction libérale », les députés socialistes étant tous groupés dans une fraction socialiste commune.

Nous ne nous étendrons pas sur l'opposition qui se révéla au cours de la conversation. Les gaullistes ayant essayé de convaincre les Allemands par les arguments de de Gaulle concernant l'exclusion des Anglais du Marché commun, l'Allemand Majonica avait répliqué : « Oui, nous approuvons le traité sur l'amitié franco-allemande, mais nous ne voulons pas d'une politique qui bloque la formation d'une grande Europe. Avant tout, nous nous efforçons, pour des raisons politiques, de faire entrer la Grande-Bretagne dans le Marché commun. »

Les chefs de la C.D.U. et de la C.S.U. avaient, d'autre part, compris que les gaullistes visaient, dans un avenir plus ou moins lointain, à former, au Parlement européen, une fraction commune avec la C.D.U.

Le verrou a été brutalement fermé par la C.D.U. en ce qui concerne la réunion dans une même fraction du Parlement européen, ce qui ne veut pas dire que les relations entre les gaullistes et la C.D.U. ne se poursuivront pas mais dans un autre but, une délégation C.D.U. et C.S.U. devant être reçue par l'U.N.R. au milieu du mois de mai 1963.

L'ASSASSINAT

FRANCO est un familier du crime. Depuis qu'il a pris le pouvoir, le sang coule et les prisons ne désespèrent pas sur la terre espagnole. Mais pourtant le monde s'était habitué au tyran. On oubliait petit à petit. On oubliait les forçats. On oubliait l'imposture. Les peuples n'ont pas de mémoire. Ils n'ont pas de mémoire mais ils ont une conscience. Samedi 20 avril, le monde a eu honte, et cette honte venait d'Espagne. Julian Grimau avait été assassiné.

Après vingt-sept ans, sans preuve, sans possibilité de se défendre, une parodie de justice, militaire pour comble de dérision, venait de tuer Julian Grimau. On l'avait condamné pour de soi-disant crimes commis un quart de siècle plus tôt, un quart de siècle passé, disent-ils, en « délit continu de rébellion militaire ». Procès escamoté, condamnation pour l'exemple, pour montrer au peuple ce qu'il en coûte de se révolter. Les imbéciles, qui n'ont pas compris que le peuple se moque des exemples de ce genre, et plus que tout autre le peuple espagnol !

On attendait la grâce, le monde entier et tous les grands du monde ont demandé la grâce.

Mais Franco a bravé.

Je souhaite de tout mon cœur que Franco ne meure pas dans son lit.

J'espère de tout mon cœur que Carabanchel, prison sinistre, ne retentisse, avant de disparaître, d'une dernière salve à 4 h. 30 d'un matin semblable à celui du 20 avril.

R. B.

Après le congrès de l'U.N.E.F.

« L'ANNEE s'est écoulée sous le signe de l'incertitude, de l'après, du médiocre », a-t-on pu lire dans le rapport moral du président sortant J.-C. Roure.

L'explication en est-elle donnée par la discussion qui a suivi? Elle réside pour nous dans l'orientation définie au congrès de Reims, l'an dernier: il y avait été décidé « une année de maturation et de réflexion ».

De nombreux orateurs ont souligné que la faiblesse du mouvement étudiant provient de l'absence d'un programme se basant sur des positions de contestation globale du régime et des structures qui nous sont imposées.

L'U.N.E.F. avait oublié un des thèmes fondamentaux de la « mino ». Qui ne fait pas de politique, accepte et applique en fait celle du gouvernement.

Ce fut donc en réalité une année de stagnation sans réflexion. Et, dans presque tous les domaines où fut appliquée une politique de dialogue avec les Pouvoirs publics, l'U.N.E.F. s'est laissée enliser.

- Le bilan de cette politique, c'est :
- pour le logement, un nombre dérisoire de logements obtenus ;
 - dans les rapports directs avec les Pouvoirs publics, le refus de le recevoir infligé à Roure, à Matignon ;
 - au Comité national des œuvres, conquête étudiante mal utilisée, le silence imposé à Roure ;
 - l'acceptation d'entrer au Haut-Comité, premier pas vers la mainmise de l'Etat sur la jeunesse.

Une prise de conscience

Le congrès de Dijon débutait sur ce constat d'échec, et le vote contre le rapport moral reflétait la prise de conscience par certaines A.G.E. de l'urgence qu'il y avait à réformer la tendance « mino » sur des positions de refus de collaborer au régime « qui sacrifie l'Université à la force de frappe ».

Le déroulement du congrès a été clôturé par la possibilité d'une division de la « mino » traditionnelle en deux tendances (les « majos » ne prenant pratiquement pas part aux débats) :

- une tendance « mino dure » que les journalistes se sont empressés de qualifier de révolutionnaire ;
- une tendance « mino molle », majoritaire, acceptant la politique de dialogue avec les Pouvoirs publics, que les mêmes journalistes ont appelée « gestionnaire ».

Le congrès n'a pas abouti à la structuration de cette « mino dure » — même si la F.G.E.L. (Sorbonne) et l'A.G.E.M.P. (Paris-Médecine) ont, à certains moments, cristallisé contre elle le mécontentement de la majorité.

En effet, la plupart des problèmes fondamentaux qui se posent au mouvement et à partir desquels des divergences sérieuses auraient pu apparaître n'ont pas été réglés ou du moins ont été sommairement bâclés. La plupart du temps, on s'est contenté de décider la constitution d'un dossier, base de travail pour l'avenir.

Dans le contexte actuel de l'offensive générale de l'Etat contre l'indépendance de toute organisation capable de contester le régime, le devoir premier d'étudiants socialistes est d'organiser la résistance à cette offensive pour sauvegarder l'autonomie de notre syndicat: l'U.N.E.F. C'est pourquoi le problème fondamental est la définition de l'attitude de notre mouvement envers l'Etat.

Un travail de réflexion

Le rapport de la Commission universitaire a donné lieu à un débat intéressant sur la place de l'étudiant dans les rapports de production: sur la définition de l'étudiant comme

« jeune travailleur intellectuel » (point de vue majoritaire) ou non. Un travail de réflexion a été décidé de toutes manières sur cette question théorique.

En Commission intérieure, la majorité s'est prononcée pour poursuivre la revendication de l'allocation-logement, malgré une très ferme opposition qui a dénoncé ce mot d'ordre — qui revient, en fait, à entériner l'augmentation du prix du loyer au profit des intérêts privés, comme cela est prévu par le IV^e Plan.

En Commission Jeunesse, une fois de plus, rien n'a été décidé et, après une année d'hésitation de l'U.N.E.F. à y siéger (motivée par la « création » de la F.N.E.F.), il semble que l'U.N.E.F. ait maintenant accepté de siéger au Haut-Comité de la Jeunesse, cédant ainsi au chantage aux subventions, après s'être laissée isoler des autres organisations de jeunesse.

Enfin, en Commission internationale, le problème de l'entrée de l'U.N.E.F. à l'U.E.I. fut abordé sans qu'une décision soit prise.

« Contestation globale »

En conclusion, comme on peut le constater, aucune option remettant en cause fondamentalement les formes des rapports de l'U.N.E.F. avec les Pouvoirs publics n'a été prise. C'est pourquoi — et quoi qu'en aient dit tous les journaux — on ne peut dire qu'une véritable minorité reposant sur des bases solides — résultant d'analyses concrètes — se soit constituée à ce congrès.

Le Bureau national E.S.U. ouvre une enquête sur le syndicalisme étudiant après le Congrès de Dijon. Il demande aux membres et organisations du Parti et du Mouvement J.S.U., et aux militants syndicalistes de l'U.N.E.F., de lui faire part de leurs réflexions sur l'évolution de l'U.N.E.F. et sur les perspectives actuellement offertes au syndicalisme étudiant.

Nous publierons dans la presse du Parti et du Mouvement les principales réponses. Un document condensera ultérieurement les résultats de cette enquête. Bureau National E.S.U., 8, rue Henner, Paris-IX.

Sans doute, un certain nombre d'A.G.E., notamment la F.G.E.L., l'A.G.E.M.P. manifesteront bien leur souci d'une « contestation globale » du pouvoir gaulliste, mais toutes leurs théories sur la structuration du milieu et autres « structures de participation » ne sont finalement qu'un écran de fumée devant les vrais problèmes qui se posent au mouvement étudiant et qui ne furent jamais abordés de façon valable au cours du congrès — à savoir le problème de la résistance réelle, organisée en commun avec les autres syndicats et les mouvements de jeunesse (et reposant sur une information et une mobilisation de la base) aux tentatives d'intégration qui, plus que jamais — le dernier discours de de Gaulle le prouve — reste l'objectif fondamental du pouvoir bonapartiste.

La « mino dure » ne s'est pas encore structurée, mais le clivage aurait pu se faire de manière nette si tous les représentants de la « mino dure » avaient refusé de participer au bureau Mousel-Mougeotte.

Ce ne fut pas le cas, puisque ce bureau est, en fait, un bureau d'union où se retrouvent presque tous les courants. Et les mandats donnés à ce bureau sont très imprécis. Qu'en résultera-t-il? Tous les problèmes restent posés. Seront-ils résolus à l'A.G. de juillet?

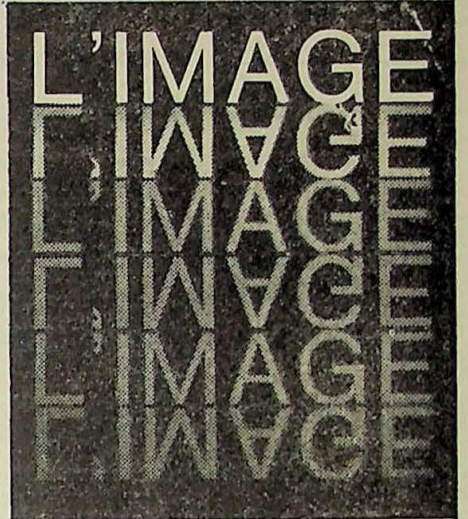
Il faut faire vite, car une année supplémentaire de « maturation » accélérerait, en fait, le pourrissement du syndicat et sa prise en main par les éléments technocratiques.

Julliard

DANIEL J. BOORSTIN

« L'IMAGE ou ce qu'il advient du rêve américain... Titre mélancolique sous lequel Daniel J. Boorstin entreprend de réunir et de systématiser ses réflexions sur la nature de la réalité américaine. Réalité, c'est beaucoup dire, puisque précisément Boorstin se propose de démontrer que l'élément constitutif du milieu américain réside dans l'illusion, l'image artificielle aux formes si nombreuses qu'elles ont fini par conditionner toutes les attitudes des Américains et par donner à leurs activités et à leurs moindres comportements un caractère quasi aberrant... Une lecture passionnante. »

Jacques DEBOUZY
"France-Observateur"
15 F



JEAN DRU le pari démocratique

« Ni la gauche non communiste, ni le parti communiste ne peuvent espérer conquérir le pouvoir par leurs seules forces: Donc chacune de ces composantes de la gauche a besoin de l'autre comme partenaire... Tel est l'essentiel de la thèse. »

Robert VERDIER "Tribune Socialiste"
9 F 60

PIERRE DROUIN l'Europe du marché commun

« Le Marché Commun est un organisme vivant: chacun le sait mais personne, avant Pierre Drouin, à notre connaissance, n'avait encore réussi à le décrire comme tel, dans son fonctionnement quotidien avec ses problèmes qui vont de la réglementation de basse-cour à l'édification d'un partnership atlantique. »

François FONTAINE "Le Monde"
16 F 20

les cahiers de la Télévision n°4

Enquête sur la télévision en couleurs par Anne Rouanet — L'hydre à dix têtes par Jean Cau — Utilisation extra-artistique de la télévision par Albert Ducrocq — Choix des textes et images des émissions sur le Mexique par Max-Pol Fouchet — La "satellitovision" pour bientôt par Pierre Rouanet.

le n°: 4F50

RICHARD KOHN la révolution russe

Collection "Il y a toujours un reporter"
« Richard Kohn a classé les textes de telle façon que nous pouvons suivre l'histoire comme un roman feuilleton ou comme un drame romantique avec le poison, le feu et le sang... »

Kléber HAEDENS 19 F 50

GILLES MARTINET



le marxisme de notre temps

« On reconnaîtra dans ce livre les idées et les éléments d'une plate-forme idéologique nouvelle que Gilles Martinet cherche infatigablement à définir depuis longtemps. »

André DELCROIX "Tribune Socialiste"
9 F

ALEXANDRE SOLJENITSYNE

une journée d'Ivan Denissovitch

« Un chef-d'œuvre »
Claude Roy

JULLIARD

9 F 90

A propos

d'une
campagne

La lutte contre la tuberculose est aussi affaire de crédits

Les Pouvoirs publics ont entrepris récemment une campagne « S.O.S. tuberculose » pour rappeler les dangers qui subsistent malgré les progrès réalisés. Voilà qui part, certes, d'une très bonne intention.

Mais si on peut applaudir cette initiative, il reste

que le gouvernement, plus soucieux de dégager des crédits pour une politique de grandeur que pour l'enseignement ou la santé publique, a négligé de mentionner dans sa campagne certaines des causes qui expliquent la recrudescence de la maladie. Un de nos camarades, médecin, apporte, ici, les précisions nécessaires.

LA grande presse, la R.T.F. ont récemment entrepris, à l'instigation des Pouvoirs publics, une grande campagne destinée à attirer l'attention du public sur la persistance du danger tuberculeux dans notre pays.

C'est vrai : il meurt encore 10.000 tuberculeux par an en France.

C'est vrai : nous sommes, de ce point de vue, en très mauvaise position dans le classement des pays européens, juste avant l'Espagne et le Portugal !

C'est vrai : il faudrait absolument généraliser la vaccination par le B.C.G. à tous les enfants et le dépistage systématique par la radio à toute la population adulte.

C'est vrai : il faudrait que les malades et leurs familles comprennent et acceptent la nécessité d'un traitement prolongé en milieu spécialisé.

Ce que n'ont pas dit les professeurs

Tout en regrettant qu'ils ne l'aient pas entreprise plus tôt, nous ne pouvons que féliciter les responsables sanitaires et les éminents professeurs qui ont déclenché cette opération d'éducation sanitaire. Mais leurs conseils ne sauraient résoudre à eux seuls le problème de la lutte antituberculeuse et nous rappellerons ici quelques vérités élémentaires pudiquement passées sous silence par la campagne officielle.

Il est bien connu de tous les spécialistes que dans chaque continent, dans chaque pays, dans chaque ville, le développement de la tuberculose est en relation étroite avec le niveau de vie des habitants : alimentation, hygiène des agglomérations, logements. Ainsi, le risque tuberculeux est beaucoup plus grand dans un quartier surpeuplé de Belleville que dans un quartier bourgeois de Neuilly.

Tuberculose et crédits de la Santé publique

Pour lutter contre la tuberculose — comme d'ailleurs contre les autres maladies infectieuses — il faut donc, non seulement un armement médical et une éducation sanitaire des masses, mais avant tout une politique de progrès social : pour la France de 1963, il faudrait par exemple une véritable politique nationale de l'ur-

banisme (logements, espaces verts, équipements sportifs, etc.).

L'armement médical antituberculeux français est théoriquement assez complet, mais en pratique, il présente de sérieuses insuffisances bien connues des médecins et des assistantes sociales (tous ces défauts ont d'ailleurs été particulièrement étudiés au cours de deux Journées d'Etudes des phthisiologues français à l'hôpital Laënnec à Paris, en mai 1960) :

— la majorité des dispensaires antituberculeux (O.P.H.S.) sont vétustes et sous-équipés.

— le personnel est surchargé de tra-

moins que ce qu'ils gagneraient, à qualification égale, dans le secteur privé.

— les centres de réadaptation et de reclassement professionnel sont en nombre nettement insuffisant et les délais d'attente pour y être admis sont encore extrêmement longs.

Il y a donc eu, au cours de ces dernières années, une insuffisance notable des crédits consacrés à la lutte antituberculeuse et l'appel à la charité publique sous forme de quêtes pour les timbres antituberculeux constituait à la fois un misérable



(Archives Tribune.)

Pour le dépistage radiophotographique de son personnel, l'A.P. de Paris a eu recours à un don suisse (notre photo).

vail et mal payé (une secrétaire est embauchée à 47.000 A.F. par mois et plafonne à 62.800).

— le manque de considération accordé en fait par les Pouvoirs publics aux travailleurs sociaux a été illustré par l'incident déjà cité dans un précédent article de « T.S. » : 9 assistantes sociales venant en délégation au ministère de la Santé, le 18-12-62, sont « réceptionnées » par une cinquantaine d'agents et d'inspecteurs de police.

— les médecins « à plein temps » des services publics antituberculeux gagnent deux à trois fois

palliatif et une véritable escroquerie.

Enfin, le problème de la lutte contre la tuberculose est inséparable du problème de la Santé publique dans son ensemble.

Ne pouvant en faire une étude complète dans le cadre restreint de cet article, nous en rappellerons quelques données essentielles.

10 Il y a une très mauvaise coordination et parfois même une concurrence entre les différents secteurs de la médecine préventive, la médecine de soins hospitalière, la médecine de soins privée.

20 L'armement hospitalier est très insuffisant qualitativement et quantitativement (à part certaines magnifiques réalisations que l'on montre volontiers à la télévision).

— Aucun nouvel hôpital n'a été construit dans la région parisienne depuis l'hôpital Beaujon (avant la seconde guerre mondiale).

— Il manque au moins 8.000 infirmières dans les hôpitaux de Paris sur un total de 16.000 postes nécessaires à la bonne marche des services.

— Le Secrétariat médical est embryonnaire, ce qui rend très difficile la liaison entre les médecins des hôpitaux et les médecins de famille.

— Le service des archives est inexistant. Dans certains hôpitaux, les radios si coûteuses et si précieuses notamment pour le traitement des tuberculeux sont détruites au bout de cinq ans !

30 Le capitalisme sanitaire est très florissant.

— La fabrication des produits pharmaceutiques, entre les mains des grands trusts chimiques, est l'une des industries actuellement les plus prospères.

— La multiplication des cliniques privées montre qu'il s'agit également d'affaires extrêmement rentables.

Il faut noter que pour ces deux exemples, c'est la masse d'argent des assurés sociaux qui, par le jeu des remboursements, sert à financer des entreprises privées.

Pour une véritable politique de la Santé publique

La lutte contre la tuberculose n'est qu'un aspect de la lutte contre les maladies, elle-même liée à la politique sociale du pays. Or, d'une manière plus large, le droit à la Santé est devenu une revendication essentielle des masses.

Il appartient donc aux militants du P.S.U. de se faire l'écho de cette revendication en mettant en évidence toutes les conséquences politiques.

Docteur Populus.

YONNE : Les vieux revendiquent leurs droits

CES derniers temps, à Sens et à Villeneuve-sur-Yonne, deux cent cinquante vieux répondaient à l'appel de l'Union des Vieux de France à l'occasion des journées revendicatives d'action au service de la vieillesse.

Constatant qu'aucune amélioration sérieuse n'a été apportée à leur misère malgré l'augmentation continue du coût de la vie, l'assemblée a adopté le cahier de revendications dont voici l'essentiel :

— un secours d'urgence de 300 F ;
— des mesures pour que le charbon soit distribué en priorité aux personnes âgées ;
— porter à 60 p. 100 du S.M.I.G. (200 F par mois) l'allocation minimum garantie (ceci était la première estimation de la commission Laroque et n'a vraiment rien de démagogique) ;

(De notre correspondant à Sens, A. PONCHEL)

— l'élévation des plafonds de ressources à 3.600 F pour une personne seule et 5.400 pour un ménage ;

— relèvement des pensions de Sécurité sociale, régime général et agricole ;

— pension de Sécurité sociale calculée à raison de 1,33 p. 100 du salaire par année pour les vingt premières années et de 1,06 p. 100 pour les années suivantes ;

— unification des retraites complémentaires et extension aux anciens travailleurs des entreprises disparues.

Enfin, les revendications portaient sur la mise en œuvre d'une politique des logements des personnes âgées.

A l'issue de ces journées, des délégations étaient élues pour porter ces

revendications à la connaissance des Pouvoirs publics (maires, conseillers généraux, préfets).

A Sens, la délégation était reçue, le mercredi, par les adjoints de la municipalité U.N.R. qui ne pouvaient guère faire autrement que d'admettre le bien-fondé des demandes présentées. Le 11, le conseil municipal examinait ces revendications, en admettait le principe et décidait de transmettre au préfet. Cependant, le Conseil refusait d'émettre un vœu souhaitant l'adoption de ces revendications sous prétexte qu'il s'agissait d'une « option politique » interdite aux municipalités.

Les vieux sauront juger ces atermoiements en pensant aux centaines de milliards que l'Etat gaulliste dépense en pure perte pour la construction d'une force de frappe insensée.

La STENO en une journée avec la
PRESTOGRAPHIE - NATURISME

Albums illustrés - Documentation P
ou N contre 1 timbre. HARVEST (1),
44, rue des Pyrénées, PARIS (20^e)

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au
Parti Socialiste Unifié et de-
mande à être mis en contact
avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège
du P. S. U., 8, rue Jenner,
Paris (9^e).

Le budget communal

« Nous signalons que les quatre cours sur le budget communal (dont le premier aura lieu le 25 avril à 20 h. 30, 27, rue Cassette, Paris) sont organisés par Peuple et Culture et par l'A.D.E.L.S. (revue « Correspondance municipale »).

R. Beaunez.

Roanne : Réunion publique

La section de Roanne du P. S. U. organise le vendredi 13 mai, à 20 h. 30 salle Anatole - France, (ex. caserne Werlée) une réunion publique avec Gilles Martinet, qui traitera de la force de frappe gaulliste et du désarmement.

Réunion à Aire-sur-la-Lys

Grande réunion publique à Aire-sur-la-Lys, salle de l'Hôtel de Ville, le samedi 27 avril, à 20 h. Edouard Depreux, secrétaire national, traitera le sujet suivant : « Le P.S.U., l'unité et le renouveau de la gauche ».

Tous les amis et les sympathisants du Pas-de-Calais et de la région d'Hazebrouck sont cordialement invités par la section d'Aire-sur-la-Lys qui, née il y a quelques semaines, a démarré avec 28 membres et a déjà enregistré de nouvelles adhésions.

Fédération de Paris Ecole Fédérale de formation

Les samedi 18 et dimanche 19 mai aura lieu près de Paris un week-end de formation sur le thème suivant : « Initiation à l'Economie marxiste ». Ernest Nandel, auteur du « Traité d'Economie marxiste » et animateur du journal belge « La Gauche », fera une série de trois exposés :

- 1) Valeur et plus-values.
- 2) Origine, développement et contradictions du capitalisme.
- 3) Marxisme et néo-capitalisme.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Prix du séjour : 20 francs pour les adultes, 10 francs pour les E.S.U. et J.S.U.

S'inscrire à la Fédération de Paris ou auprès des secrétaires de section, (le prix du séjour comprend : Hébergement plus trois repas).

CHAMBERY. — « Le Marxisme de notre temps »

La petite salle de la Grenette était pleine, jeudi 18 avril, pour écouter Gilles Martinet parler de son livre : *Le Marxisme de notre temps*. L'école de formation de la section locale venait de tenir un ensemble de cinq réunions consacrées à l'étude du marxisme. La conférence de Gilles Martinet se situait dans cette recherche en même temps qu'elle permettait de toucher un public plus vaste, parmi lequel de nombreux jeunes.

La discussion permit à l'orateur de dégager les propositions du P.S.U. : regroupement de la gauche avec de nombreux objectifs, car en renouvelant son programme et ses méthodes, le socialisme de demain ne peut être enfermé dans les formules de 1900 : les recherches des syndicats le montrent bien.

Ensuite, passage à une révolution socialiste : planification démocratique, participation de tous les citoyens à la gestion d'une économie libérée de la loi du profit.

Fut soulignée également la nécessité d'un pluralisme politique permettant l'expression des contradictions qui existent à l'intérieur même d'une société socialiste, et par là même garantissant les libertés.

L'attention de l'auditoire a montré que ces questions répondent à une interrogation et à une attente.

NECROLOGIE

Landes

● La Fédération des Landes a appris avec tristesse la mort de la mère de son secrétaire fédéral, Mme Cazaban, ravie à l'affection des siens après une terrible et douloureuse maladie.

Nous prions notre camarade et sa famille de croire à l'expression de notre amitié sincère en ces pénibles moments.

Un ami anglais du P.S.U. vient de disparaître

Nous avons appris avec beaucoup de peine la mort subite, au cours d'un déplacement à New York, de Sir Leslie Plummer, député du Labour Party.

Dès la création du P.S.A., Plum-

mer avait été, pour Edouard Depreux, un ami actif et efficace. Il ne s'est pas contenté d'envoyer des messages affectueux aux congrès du P.S.A. puis du P.S.U. Il a organisé, à Londres, des rencontres fécondes entre E. Depreux et Aneurin Bevan, Barbara Castle, Tom Drigberg, Michaël Foot, Mendelssohn, etc.

Le Parti Socialiste Unifié et « Tribune Socialiste » adressent aux siens et à nos amis anglais leurs sentiments de sympathie émue à cette douloureuse circonstance.

Aidez le P.S.U.

Nos appels ont été entendus par de nombreux amis.

Plusieurs milliers de francs ont été les bienvenus. Cela ne suffit pas. Vous avez répondu par priorité et vous avez eu mille fois raison à notre effort de solidarité pour les mineurs. Mais n'oubliez pas que les efforts du P.S.U. en faveur des grévistes, notamment les nombreux déplacements qu'ils ont imposés ont été onéreux. Que tous ceux qui en ont la possibilité envoient à Maurice Klein leur engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévise, Paris-9^e - C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des douze mensualités est accepté !

Le Secrétaire national, Edouard DEPREUX.

Le Trésorier national, Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

..... m'engage à verser chaque mois, à Maurice Klein, trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de :

Signature :

ECHOS DES ENTREPRISES

Les dépenses de l'Etat

Quand l'Etat dépense 1.000 F en 1963, il y a :

— 300 F pour le budget de guerre ; 380 F pour les trusts (sous forme de commandes d'Etat).

MAIS

— 53 F pour la construction de logements (la part du lion étant réservée aux sociétés capitalistes) - 23,40 F pour les constructions scolaires, universitaires et sportives - 1,27 F pour les constructions de la santé publique (hôpitaux, hospices, crèches, etc.) - 260 F pour le fonctionnement de l'Etat.

LA GABELLE SYSTEMATISEE

Quelques taxes prélevées par l'Etat (en F 1963) :

— 1 F sur 7 F de pain - 22 F sur 70 F de chaussures - 0,32 F sur un litre de vin à 1,33 F - 0,32 F sur un kg de sucre à 1,28 F - 0,62 F sur un kg de porc à 5,88 F.

Extraits du bulletin numéro 1 « Entreprises » édité par la production « Seine-Banlieue ».

Un récidiviste dangereux

La vue d'un de nos camarades du P.C. discutant avec des militants du P.S.U. en train de distribuer des tracts à la porte du Labo rend nerveux le « compagnon » des Pompidou, Rothschild, etc., l'U.N.R. des « Turbines », qui a failli du coup renverser notre camarade communiste.

Comme nous avons probablement meilleure conscience que lui, nous sommes beaucoup moins nerveux.

Il ferait pourtant bien d'éviter, ainsi que ses imitateurs des jours de grève, de nous obliger à lui appliquer à lui-même ses propres méthodes.

L'Étincelle (C.R.E.C. Chatou).

40 = 48 !

C'est la nouvelle arithmétique à la Fonderie Paris-Seine ! Auparavant, nous faisons en 48 h. environ 900 noyaux Fiat et 750 noyaux Saviem. Maintenant, en quatre jours de dix heures, nous faisons environ 1.100 noyaux Fiat et 600 noyaux Saviem. La direction peut donc se vanter de nous faire un cadeau avec la semaine de 40 heures payées 45 ! On voit que, non seulement elle ne perd pas d'argent, mais elle en gagne encore ! Ce sont trois heures qui manquent encore !

C'est donc 40 heures payées 48 heures qu'il faudrait !

La Commune (Vernon).

MARDI 30 AVRIL, de 21 h. à l'aube

NUIT DE "TRIBUNE SOCIALISTE"

Roger CARAL, Chanteur de rythme
Michel FERRAND, Chansonnier
Antoinette GUEDY, Marionnettiste

Bernard LAMOLLE, Poète fantaisiste
Catherine MICHARD et son orgue de Barbarie
MOULOU DJI

Pierre SENTIER, Mime

« LA FAMILLE ARLEQUIN » par la Compagnie LA ROULOTTE

« LE PROCÈS DE LA GRANDEUR » avec les Comédiens du P.S.U.

et le concours de Jean NEGRONI

BAL avec l'Orchestre de Paul ANDY et ses CHA-CHA BOYS
BAR-BUFFET

Entrée : 6 Francs

Salle de la Grange-aux-Belles, 33, rue de la Grange-aux-Belles — PARIS (10^e) (Métro : Colonel-Fabien)

LE TEMPS DES CERISES

à Saint-Denis

"PRINTEMPS 71"

« Je ne voulais pas écrire une leçon d'histoire : une démonstration politique, ce que la Commune aurait dû être, ce qu'elle aurait dû faire — avec le schéma connu de Marx, expropriation la Banque de France, etc. : Brecht, dans Les Jours de la Commune, s'y est tenu, et ce n'est pas très

maintenant à Cuba : la constante présence de l'effort collectif et de la joie, de la fête. On travaille beaucoup, mais on est heureux. Il n'y eut jamais tant d'amour à Paris que durant la Commune. La joie et la fatigue sont ainsi présentes, une fatigue terrible, la fatigue du rêve. »

animateur des « Pavés de Paris », qui fit circuler Drame à Toulon, pièce héroïque contre la guerre d'Indochine, et mit en scène plus récemment Le Square, de Marguerite Duras, accepta de prendre la responsabilité de la mise en scène. Travail et Culture de régir l'entreprise. Les jours qui viennent les associations culturelles, les syndicats (et le P.S.U.) vont remplir la salle. On voit ainsi pour la première fois se profiler la possibilité d'un circuit nouveau du théâtre, ce que Gabriel Garran avait à Aubervilliers esquissé récemment.

LE TEMPS DES CERISES

Printemps 71 est une succession de scènes graves ou plus légères. Les « guignols », traités dans l'esprit de Daumier, qui viennent s'intercaler — et n'ont rien à voir avec les marionnettes, ce sont des saynètes allégoriques — permettent de prendre une certaine distance avec les événements. Ils donnent si vous voulez la dimension historique à l'ensemble. Jean Wiener a écrit une musique dont le thème principal brode sur Le Temps des cerises. Il a développé une idée que je trouve intéressante et rejoint l'orientation de la pièce. Par bribes de phrases musicales on entend L'Internationale tout le long de l'œuvre, une Internationale qui se cherche. Un peu cette conscience politique qui perce, disparaît, réapparaît durant la pièce. Mais on n'entend pas La Marseillaise.

Le travail du décorateur, je n'ai pas besoin de vous le présenter. Vous connaissez René Allio. Il a cherché des équivalences au texte, modelé l'espace scénique suivant les nécessités en usant de décors s'ouvrant et se fermant, mais en négligeant la « boîte » originelle du théâtre.

Non, Printemps 71 n'est pas une pièce réaliste. Vous n'y verrez pas de scènes d'intérieur. La mise en scène joue cartes sur table : les changements de décor sont presque tous à vue.

Voilà des repères qui vous annoncent la couleur, la couleur d'un théâtre s'inspirant des recherches de Brecht, Piscator et dont Plançon, le Piccolo Teatro de Milan, voire plus près André Steiger, Gabriel Garran, assurent la continuité. La suite...

Emile Copferman.

La F.E.P. du P.S.U. prévoit l'achat de places pour la représentation du 3 mai. Retenez les places (8, 6, 3 F) à la F.E.P., 8, rue Henner, avant le 27.



Arthur Adamov : « Sa fresque », il l'a voulue scrupuleuse.

réussi, ce qui n'ôte rien à l'admiration que je lui porte — non, je voulais mettre la Commune de Paris en vie sans rien exclure de ce qu'elle fut. Ses erreurs, ses fautes, sa grandeur. » Arthur Adamov, qui nous explique ainsi Printemps 71, savait donc les difficultés qui allaient l'assaillir dès lors qu'il se fixait une telle perspective. Il savait aussi qu'on serait tenté de lui reprocher ou ses omissions ou ses additions, son lyrisme ou sa sécheresse. Sa fresque, il l'a voulue scrupuleuse et les années qu'il a passées à écrire Le Printemps témoignent déjà du sérieux des bases historiques.

Quant aux problèmes d'ordre artistique, écoutons l'auteur de Paolo-Paoli parler. Des personnages : « Je me suis inspiré de Varlin, de Delescluze, de Rigault, de Vallès. Ils m'ont servi de types à partir desquels j'ai recomposé mes protagonistes. » Du ton de l'œuvre : « Je voulais qu'à travers la vie quotidienne des Communistes on trouve ce qu'on trouve

De l'ambiance : « Ce qui étonne lorsqu'on lit des documents de cette période, c'est le mélange de romantisme et de réalisme. Les proclamations annonçant la suppression du Mont-de-Piété, décision très concrète, usent d'un langage lyrique. »

HORS COMMERCE

Les conditions particulières dans lesquelles ce spectacle a pu être mis sur pied méritent qu'on s'y arrête. Parce que le sujet traité éliminait le recours aux bailleurs de fonds du secteur dit normal, le choix d'une salle devenait utopique. Comme en outre il était prévu quarante-deux comédiens pour un spectacle durant environ trois heures (trente scènes, d'où nécessité de dégagements larges donc d'un théâtre important), les exigences techniques s'ajoutaient lourdement. Le théâtre municipal de Saint-Denis, théâtre Gérard-Philipe, offrit asile et soutien. Claude Martin, autrefois



PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 24 au 30 avril
LE PELERIN
Charlot soldat
Une vie de chien
UN CŒUR GROS COMME ÇA

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40
Semaine du 24 au 30 avril
LES CRIMINELS
Au même programme :
LE BAISER DU TUEUR

Offre exceptionnelle réservée à nos lecteurs amis des beaux livres moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec **FACULTÉ DE RETOUR**

1) - HISTOIRE ILLUSTRÉE de la RUSSIE de Carmichael relié format 24x31 300 documents en noir, 36 en couleurs. **25 F** au lieu de **60 F**

2) - AUJOURD'HUI LA CHINE par P. Gascar (préf. de Claude Roy) format 22x28, couverture rigide laquée, 142 docum. en noir, 9 pages en couleurs. **19,50 F** au lieu de **40 F**

3) - LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE par Huttinger 22x30' couverture rigide laquée, 72 docum. noir, 24 en couleurs. **29 F** au lieu de **46 F**

4) - HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE FRANÇAISE des origines à nos jours par Marcel Rousselet, premier Président de la cour d'appel de Paris. 2vc 2212x 28 1/2 (plus de 1 000 pages) les 2 volumes brochés : **48 F** au lieu de **175 F** (reliés)

5) - LE THÉÂTRE des origines à nos jours par L. Moussinac format 22x27 438 docum. en noir, 15 pages couleurs. **29,50 F** au lieu de **75 F** relié toile.

BON à adresser à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle - Paris-7^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages N° pour un montant total de F.

Ci-inclus en un chèque postal joint à votre compte n° 1390531 Paris chèque mandat.

Nom

Profession

Adresse

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F

Tribune Socialiste fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour **29,50 F** au lieu de **75 F**

LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement, illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.



On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Librairie Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.

Une chance exceptionnelle nous **BON** à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris-7^e

Veuillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31. Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom

Profession

Adresse

Service « T.S. »



Le voici donc, ce film qui a tant révolution. Tout au moins du nonce de sa sortie sur les écrans parisiens. Indisposé à tel point que le maître de toutes les Espagnes, par l'intermédiaire de son ambassade, fit pression sur la commission de censure française pour obliger le réalisateur à couper trois phrases (dont un télégramme de remerciement à Hitler) dans le commentaire de Madeleine Chapsal. Trois coups de ciseaux à Paris, par personne interposée ; une condamnation à mort, chez soi, de temps à autre, pour garder la main : un régime se juge à ses actes.

Ces actes, Mourir à Madrid, dit assez ce qu'ils furent depuis le jour où « l'armée a décidé de rétablir l'ordre en Espagne » (1), pour que les coupures effectuées puissent être tenues pour négligeables. L'image, en effet, est irréfutale. Les documents recueillis dans les cinémathèques des deux camps sont suffisamment éloquents, les « raccords » et le montage assez efficaces pour que l'on se dispense de fignasser avec les intentions de Frédéric Rossif et de ses collaborateurs (outre Madeleine Chapsal, M. Jarre pour la musique ; et les comédiens qui ont prêté leur voix : Suzanne Flon, Germaine Montero, Pierre Vaneck, Roger Mollin, Jean Vilar).

Ce film n'est pas la chronique d'une guerre absurde ; d'un affrontement dérisoire (ou inéluctable). C'est le récit d'un crime ; le crime du fascisme étouffant un peuple ivre de liberté. Ces gueules de brutes armées jusqu'aux dents, ces volontaires touchants de maladresse, ces généraux et ces évêques friands de massacres expiatoires, ces grands principes « nationaux » puants de haine, ce ballet de diplomates roublards, cette lâcheté baptisée non-intervention, ces corps qui tombent derrière les barricades de Madrid ou de Barcelone, ces parades obscènes sur la Puerta del Sol, ces enfants de Guernica écrasés sous les bombes nazies, ces pans de murs fumants, ces mâchoires serrées de civils désarmés, ces regards affamés, ces vagues de blindés dans les oliveraies ; c'est l'histoire bouleversante d'un peuple politiquement innocent saisi à la gorge par la haine de classe.

Il faut remercier Frédéric Rossif pour ce témoignage courageux, qui mérite bien son Prix Jean-Vigo.

Mourir à Madrid ne pardonne pas. Ni le souvenir qu'on en garde. Il faut voir ce film admirable comme un rappel (ou comme une découverte) nécessaire.

Jean-Jacques Vernon.

(1) Déclaration de Franco à la radio de Tétouan, le 19-7-1936.

LE COUTEAU DANS L'EAU

Le Couteau dans l'eau, c'est le récit d'une étrange promenade en yacht. Un homme, une femme, un étudiant. C'est dimanche. Le ciel, la terre et l'eau : tout est simple apparemment. En fait, les rapports du couple (bourgeois aisés entre 35 et 40 ans) avec l'étudiant (19 ans) ont débuté sous le signe du défi.

L'étudiant, auto-stoppeur de type agressif, a pour habitude de se placer au milieu des routes pour arrêter les voitures. L'homme du couple est sa dernière « victime » : en automobiliste fier de ses « moyennes », il ressent l'audace du « morveux » comme un outrage. Le « morveux » n'ayant pas de but précis pour cette journée dominicale, l'homme lui propose une promenade en yacht. C'est qu'en jouant au « capitaine » avec son hôte, l'automobiliste pense l'humilier assez pour se venger de l'affront subi sur le macadam.

La femme de l'automobiliste, d'abord indifférente, comprend assez vite le « drôle de jeu » de son bonhomme. Celui-ci se rendra tellement odieux avec ses brimades qu'elle prendra le parti de l'apprenti-marin... sans être dupe, pour autant, de l'anticonformisme outrancier du « jeune rebelle ». Les rapports entre l'homme et l'étudiant iront alors en se dégradant, la femme devenant l'enjeu de l'hostilité sourde des deux mâles...

D'une telle situation riche en puissance dramatique (et qui rappelle un peu certaines séquences de « Plein Soleil »), Roman Polanski a tiré une comédie cruelle et tendre, souriante et désenchantée, que l'on goûte avec un plaisir croissant au fur et à mesure de la progression du récit. L'image, très soignée, confère à la mise en scène une rare beauté plastique. Et l'humour du dialogue n'est pas étranger à cette réussite.

M. R.

A cause, à cause d'une femme

Un jeune homme aux nombreux succès féminins est accusé d'un meurtre ; l'accusatrice est une ancienne amie délaissée. Faisant l'union sacrée, ses autres petites amies réussiront à les sauver.

C'est le troisième film de Michel Deville (ou, du moins, qu'il réalisa seul) et il confirme les espérances qu'avaient fait naître « Ce soir ou jamais » et « Adorable menteuse ». Il est un certain « ton » léger qu'on trouvait jusqu'ici dans la comédie américaine et qui, à notre grand regret, était rare chez nous : un mélange de rythme, de bons sentiments, d'humour et de grâce, qu'évoquent aux U.S.A. les noms de Minnelli ou de Cukor, et que Deville a parfaitement réussi, maintenant, à acclimater chez nous. Les rapports entre ses personnages ont une sincérité, une chaleur qui dépassent de loin les nécessités vite oubliées d'une intrigue banale ; la tendresse de Jill Hayworth pour Charrier, le tombeur de filles, auquel elle se refusera, est un sentiment neuf, et qui provoque notre émotion attendrie sans aucun moyen vulgaire, sans trace de sentimentalisme racrocheur.

Deville dirige avec précision une troupe au départ hétérogène, qui réunit, avec les précités, Mylène Demongeot, Marie Laforêt, Odile Versois et Juliette Mayniel. Le résultat atteint en ce domaine une totale unité de style. qui place Deville au rang des plus doués parmi les jeunes metteurs en scène français.

J.-J. V.

Le Désordre

Le succès de La Dolce Vita et des Garçons a sans doute provoqué la confection de ce film : en suivant un jeune homme pauvre qui veut arriver, nous nous promenons à travers la « haute société » ou la « pègre » milanaise. Une pléiade d'acteurs mal employés, un pittoresque facile, une « audace » qui fait songer à Henry Bernstein. Aucun intérêt.

Le nouveau J.T.

"du bidon"

Pour une révolution, au « Journal Télévisé », c'est une belle révolution. Tout au moins du point de vue technique : les caméras n'arrêtent pas de tourner, de danser ou de virevolter. Et je te passe un travelling-maison ; et tu me fais un panoramique filé ; et je te « champpe » le beau Raymond ; et tu me « contre-champes » le gros Léon ; et nous fixons (longuement) M. le ministre de l'Information venu, en personne, nous déclarer très sérieusement que le J.T. est la propriété des télé-spectateurs et que l'on ne verra plus de politique, dans le cadre de cette émission, vu que les journalistes de la T.V. ne sont plus que des collectionneurs de belles images.

Comme dit mon cousin de Montfaucon (Haute-Loire) : « Il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu... » Car chacun sait bien que si Raymond Marcillac a été bombardé au poste de patron du « J.T. », c'est uniquement en raison de ses belles qualités intellectuelles, et pas du tout à cause de ses fidèles attaches au parti de « La Nation » (1). Quant à Joseph Pasteur, s'il s'est retrouvé sur la touche du Service des Sports, ce n'est pas du tout parce qu'il prit une part active à tous les mouvements revendicatifs à la R.T.F. Pensez-vous ! On est au-dessus de ça, rue Cognacq-Jay. N'est-ce pas, Périscard ? N'est-ce pas, Penchenier ?

Il est vrai que ce n'est qu'un début. Un début qui, sur le plan de l'information, rappelle singulièrement la technique des actualités Fox-Movietone... vieille de plusieurs lustres. C'est (aussi) ça le renouveau gaulliste !

Criticus.

(1) Organe officiel de l'U.N.R.

MUSIQUE

Du nouveau

Les trop rares amis mélomanes trouveront ici une rubrique musicale dans laquelle je signalerai ce que l'actualité nous offre de valable, les bons disques en marge des grands prix annuels, et même les appareils les plus avantageux.

Je traiterai en outre de certains aspects de la musique, des classiques aux contemporains.

Je demande aux camarades qui ont des questions à poser de le faire en toute simplicité, cette rubrique est faite pour eux.

Le disque de la quinzaine : Joseph Haydn. Trois concertos pour clavecin et orchestre. R. Veyron-Lacroix et orchestre du Conservatoire, dir. K. Redel. Discophiles français.

Haydn, né vingt-quatre ans avant Mozart, est mort dix-huit ans après lui, et l'influence de Mozart se fait souvent sentir, des thèmes folkloriques entraînants contribuent pour une grande part à donner à ces trois œuvres leur caractère commun, qui est une grande allégresse. Je vous signale particulièrement le rondo du concerto en ré majeur pour son alacrité et son charme bon enfant. La gravure est parfaite tant en mono qu'en stéréo. La direction de K. Redel possède la vivacité requise. R. Veyron-Lacroix joue avec le tempo qui convient et un phrasé magnifique. Le clavecin est enregistré d'une manière étonnante, sans ferraillement.

Je recommande vivement ce disque aux mélomanes et... aux autres.

Pierre Bourgeois.

Variétés

LA GROSSE VALSE

Si vous voulez passer une bonne soirée de détente et de rire, allez voir *La Grosse Valse*. Le prétexte assez mince de Robert Dhéry permet à un Louis de Funès en pleine forme de donner un régal de rire qui ne vous fera pas regretter le déplacement au théâtre des Variétés. Le couple Dhéry-Brosset marque un nouveau point et ajoute un fleuron à son palmarès du succès. La grosse valse (lire la grosse valise), qui se trouve sur la scène du début à la fin, nous

livre un à un tous ses secrets magiques.

La musique et les couplets, tels que « Moi, j'me sens bien dans mes godasses », sont déjà célèbres. Les divers tableaux, astucieusement dissimulés dans la grosse valse, apparaissent tout au long de la soirée tels lapins sortant d'un chapeau. De Funès, à lui seul, abat un travail étourdissant, il chante, danse, soliloque, se joue de toutes les situations pour nous faire déguster les multiples facettes de son talent.

Les Dhéry, en meneurs de jeu, sont fort sympathiques et Robert Dhéry, dans un rôle d'Auguste hurluberlu, nous fait passer d'un décor et d'une scène à l'autre avec une charmante naïveté. Toute la distribution est à louer pour son entrain et sa bonne humeur.

Un excellent divertissement à recommander à tous. Vous m'en direz des nouvelles.

J.-P. Bowman.

LE PREMIER 1^{ER} MAI

JEUUDI 1^{er} mai 1890 : « C'est une admirable journée de printemps, sans un nuage. Dès les premières heures, on voit tout de suite que l'aspect de Paris est complètement modifié : peu de fiacres, peu de camions, beaucoup de petits omnibus chargés de bagages et se dirigeant vers les gares ; peu de monde aussi dans les rues. Beaucoup de boutiques fermées. En un mot, Paris a son aspect matinal des grands dimanches de Pâques ou de la Pentecôte. » (Le Petit Journal, 2 mai). Paris, vide de bourgeois, attend l'arme aux pieds, les ouvriers de Belleville dont on se plaît pourtant à répéter, pour se rassurer, qu'ils sont républicains, ceux, plus inquiétants, des lointaines et dangereuses banlieues peuplées d'étrangers faméliques. On chuchote que les Rothschild, ce baromètre de la tranquillité propriétaire, sont partis pour leur domaine de Ferrière. Les banques ferment à midi, les théâtres feront relâche ce soir, les solennités religieuses du mois de Marie n'auront pas lieu. D'immenses précautions ont été prises, que les journaux gouvernementaux (l'opportunisme règne) ont largement diffusées : « La garnison de Paris, qui se compose de 31.000 hommes, a été renforcée par six régiments de cavalerie appelés des environs. Toutes les troupes seront consignées, prêtes à marcher au premier signal, la cartouchière garnie de deux paquets de cartouches, et double ration de vivres. Si, dans le cours de la journée, un plus grand nombre de cartouches devenait nécessaire, des pourvoyeurs désignés à l'avance — un par escouade — seront chargés d'aller renouveler les provisions dans les casernes où les camions des bataillons seront prêts, dans les cours... Les régiments envoyés de province pour renforcer notre garnison ont été répartis un peu partout, de façon qu'il soit possible d'arrêter sur-le-champ tout désordre... Les mairies, le poste central des télégraphes, la Banque de France, la Bourse seront occupés par des détachements. » (Le XIX^e siècle, 2 mai). Parisiens, restez chez vous : nous aurons peut-être une « journée ». Étrange fête, en vérité, que ce jeudi 1^{er} mai.

Genèse du Premier Mai

Deux éléments constituent l'originalité du 1^{er} mai : la forme, une manifestation ouvrière internationale à date fixe ; le fond : la revendication d'une loi fixant la journée de travail à huit heures. Le choix de l'un et de l'autre sont l'aboutissement d'une longue histoire, l'expression d'aspirations ouvrières, qu'il n'est pas simple de résumer.

Sur le plan des événements, on peut distinguer trois étapes : 1^{er} mai 1886 : c'est la date choisie par l'American Federation of Labor, dans son congrès de Chicago, pour mettre le gouvernement en demeure d'appliquer la loi de 1868 sur la journée légale de huit heures, par une grève générale nationale. Le mouvement est largement suivi : 5.000 grèves, 340.000 grévistes ; il est houleux et sanglant ; partout la troupe intervient avec brutalité : 9 morts à Milwaukee le 1^{er} ; 6 morts, une cinquantaine de blessés à Chicago le 3 ; nouvelle hécatombe, dont on ignore le bilan exact, le 4 mai, dans cette même ville, lors d'un meeting de protestation. C'est aussi le début d'une impressionnante répression syndicale ; à l'issue d'un simulacre de procès, quatre accusés furent pendus. Tel fut ce sinistre printemps de Chicago, dans l'Amérique du temps des « Rois », si éloignée du modèle serain décrit par Tocqueville.

Deuxième étape : en France, au congrès de la Fédération nationale des syndicats, créée en 1886, deux militants guesdistes, Jean Dormoy et Raymond Lavigne, proposent de faire des dimanches 10 et 24 février 1889 deux journées nationales de revendications, sous forme de pétitions et de délégations auprès des autorités locales, pour la limitation de la journée à 8 heures et la fixation d'un minimum communal du salaire, « considérant que, jusqu'ici, les pouvoirs publics ont toujours passé outre à nos réclamations isolées, dont ils se moquent, et qu'il importe de faire cesser cette situation en présentant nos revendications sous une nouvelle forme, sous la forme collective, générale, plus imposante ». En effet, il était évident que la dispersion des syndicats, l'émiettement des coalitions souvent réduites aux dimensions d'un établissement, ne faisaient pas peser sur un gouvernement, retranché derrière les vieux principes de non-intervention, une pression suffisante. Au contraire, la force percutante de certaines grèves (1886 : mineurs de Decazeville ; 1888 : terrassiers et verriers de Paris...) montrait l'importance de la lutte revendicative organisée. L'idée de la puissance du producteur et son corollaire, la grève générale, prenait corps dans des milieux très divers. Enfin, les militants de la Fédération des syndicats espéraient regrouper sur le terrain économique une classe ouvrière dont le Boulangisme avait accentué la dispersion politique. Les journées des 10 et 24 février

furent un relatif succès, surtout en province ; dans une soixantaine de villes des manifestations ouvrières eurent lieu. L'opinion fut attentive à ce renouveau encore timide de l'unité prolétaire.

Portée des revendications du Premier Mai

La troisième étape, le passage à l'échelle mondiale, fut franchie au congrès de juillet

raisonnées. Au laisser-faire laisser-passer suranné de l'économie politique — le renard libre dans le poulailler libre, pour reprendre la formule d'Alfred Sauvy — il montre la possibilité d'une organisation du travail. Ces revendications ont des exigences planificatrices. Mais pour les socialistes d'alors, le capitalisme serait incapable de s'y plier jamais : et alors ce serait l'explosion finale. Le 1^{er} mai n'était donc pas l'entrée dans la voie réformiste, mais « le signe précurseur de la chute du régime capitaliste et de l'émancipation des travailleurs ». On mé-



(Document Violet.)

Le 1^{er} mai 1906 à la Bourse du Travail...

1889, tenu à Paris, congrès qui fonda la deuxième Internationale. « Il sera organisé une grande manifestation le 1^{er} mai, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail... Essentiellement socialiste et ouvrière, notre manifestation, quel que soit le caractère que lui fassent prendre les circonstances locales, doit être imposante et pacifique ; elle doit être la sommation de la classe ouvrière au capitalisme bourgeois et à ses gouvernants... »

Législation protectrice du travail garantissant sur la base de la journée de huit heures un minimum du salaire, limitation du travail des enfants et des femmes, repos d'un jour par semaine, suppression du travail de nuit, des bureaux de placement et du marchandage : ces revendications nous apparaissent aujourd'hui bien modestes. Mais il importe d'en mesurer la portée par rapport à la société de la fin du XIX^e siècle.

Pour les travailleurs, soumis aux fluctuations incohérentes d'une production anarchique où les chômages, cette hantise du salarié, se juxtaposaient à des journées de 10 à 14 heures que les rythmes sans cesse accélérés de l'industrie rendaient épuisantes, les trois-huit (huit heures de sommeil, huit heures de travail, huit heures de loisir) apparaissent comme le modèle idéal de la vie quotidienne : d'une vie d'homme libre. La haine des « bagnes industriels », de leurs horaires, de leurs humiliantes hiérarchies, est assurément le trait majeur de la psychologie ouvrière contemporaine, que nous révèle toute une littérature. La réduction de la journée, c'était une forme de libération. Du reste, entre 1880 et 1882 (avant le déclenchement de la crise économique) de nombreuses grèves avaient eu ce but. D'autre part, la journée de huit heures, c'est du travail pour tous : « Là, en effet, où il faut par exemple deux ouvriers de douze heures il en faudra trois de huit... C'est la fin des chômages périodiques que multiplient les progrès du machinisme, la diminution de travail pour ceux qui travaillent trop, fournissant du travail à ceux qui n'en ont pas », dit l'appel pour la manifestation. C'est enfin la hausse des salaires et la fin de la concurrence bestiale autour de l'emploi. La journée légale de huit heures, c'est l'avènement de nouvelles conditions de travail et d'existence.

Au libéralisme décadent, dont la grave crise des années 1882-1886 avait montré les failles et le total désarroi, le monde du travail oppose un programme de revendications

connaîtrait l'époque si on oubliait ce caractère messianique.

Pacifique dans sa forme, limité dans ses revendications, ce 1^{er} mai est une contestation fondamentale de l'ordre existant : la révolution en marche.

Ce jour-là...

fut donc, pour la bourgeoisie anxieuse, « le jour le plus long ». « On peut dire que, durant toute la journée, Paris est resté sous l'impression d'un vague sentiment de terreur » (Le Figaro, 3 mai). « Il y a vraiment un commencement de panique, comme on n'en avait pas vu depuis longtemps » (La Justice, 2 mai). Certains patrons fermèrent leurs usines ; mais la plupart menacèrent leur personnel de renvoi s'il chôma. A Paris, une foule toute pacifique afflua vers les Champs-Élysées dans l'après-midi ; beaucoup d'ouvriers découvraient les beaux quartiers ; le « beau monde » les découvrait aussi, on s'étonnait que l'ouvrier ne fût pas méchant : « Autour circulent, gouailleurs, des ouvriers, des voyous. D'aucuns même, « par rigolade », se laissent choir avec de grands gestes et des esclaffements, auprès des plus irréprochables élégants et des femmes très soyeuses » (Le Figaro, 3 mai) Mais ailleurs, Maupassant faisait place à Zola : il y eut des brutalités policières, des blessés, près de trois cents arrestations. En province, les manifestations furent beaucoup plus massives ; les grèves se prolongèrent souvent plusieurs jours, comme à Roubaix.

Au matin du 2 mai, le monde en place respire : « Ouf ! c'est fini » (Le Petit Journal, 2 mai). Léger, Le Figaro ironise : « La Bourse a monté de 35 centimes ! Telle est la moralité de la journée ! ». Mais des observateurs plus sérieux pressentent quelque chose de neuf : « Jamais le parti socialiste international n'a eu plus de cohésion, sans règlement, par une libre entente sur l'application de la méthode à suivre » (rapport de police du 22 mai). « Le capital s'est fait collectiviste et international ; s'il n'arrive pas à comprendre qu'il doit admettre le salariat en participation, il verra de jour en jour se dresser plus menaçantes devant lui les forces collectives et internationales du travail... La vérité, c'est qu'une immense révolution s'accomplit, que nous ne voyons pas nettement parce que nous sommes au centre du tourbillon. La journée du 1^{er} mai est un des symptômes, un des accidents extérieurs de cette révolution. »

Tel fut ce premier 1^{er} mai.

Michelle Perrot.